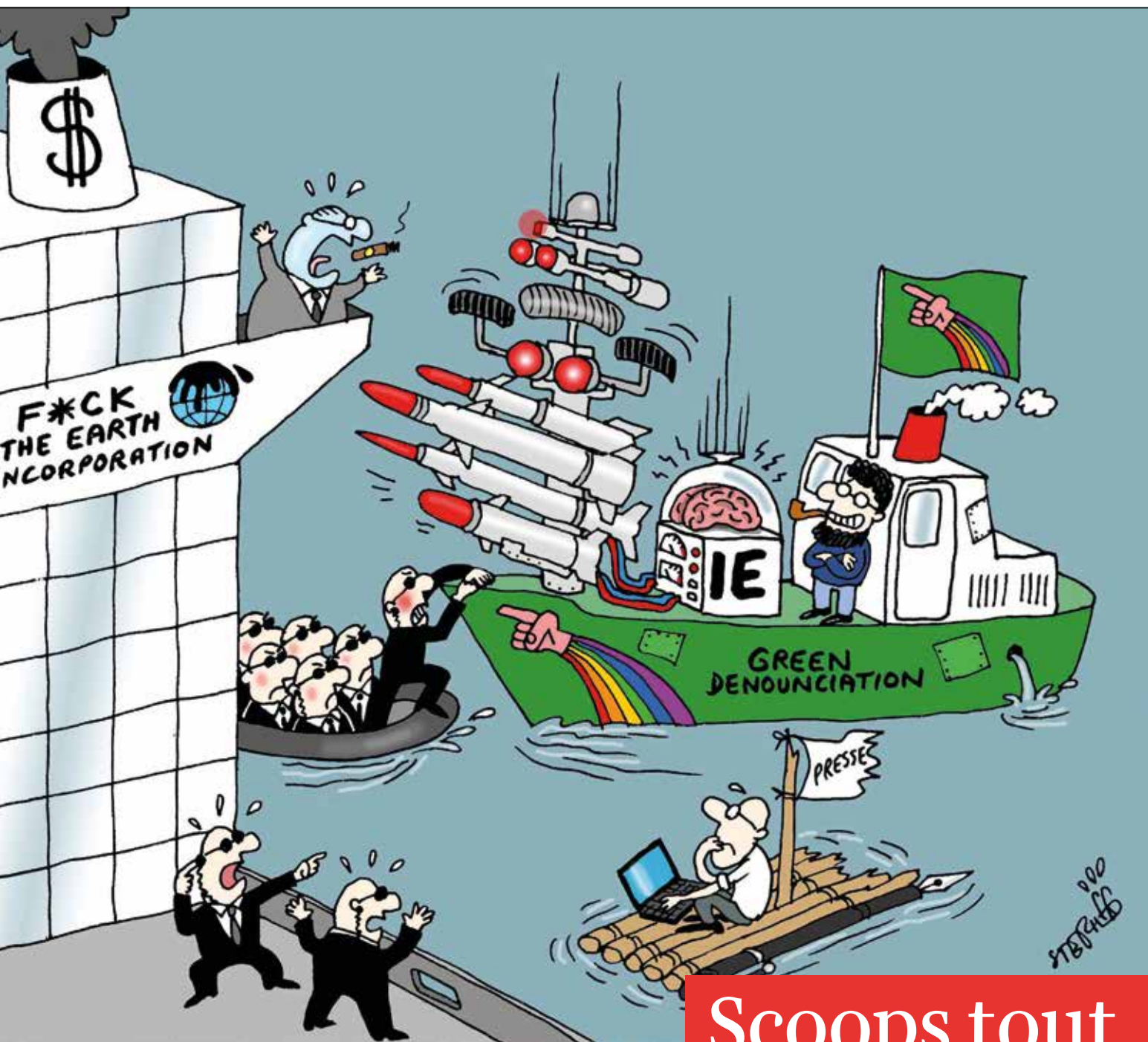


EDITO

+ KLARTEXT

LE MAGAZINE DES MÉDIAS

N° 01 | 2013 | Fr. 12.–



Gare au
dumping
salarial!

Presse sans CCT, notre
enquête outre-Sarine

Bons baisers
de Cap
Canaveral

„Stop, tu es un
journaliste étranger!”

Scoops tout cuits et agents d'influence

L'intelligence économique
au cœur de l'info

Prix des médias Eugène 2013 pour la presse écrite, la radio, la télévision et Internet.

BEDAG DISTINGUE LES MEILLEURS JOURNALISTES

Le Prix des Médias Eugène de la société Bedag a été créé pour promouvoir et encourager les travaux journalistiques de vulgarisation informatique en français, en allemand et en italien. 18'000 francs seront répartis entre les lauréats.

Des travaux réalisés par des journalistes de la presse quotidienne et hebdomadaire ou des sociétés de radio télévision suisses peuvent être présentés, de même que des articles publiés sur Internet pour autant qu'ils répondent aux conditions régissant la presse écrite. Vous pouvez nous envoyer les publications parues entre le 1^{er} mai 2012 et le 30 avril 2013. Les travaux issus de la presse spécialisée et de magazines d'intérêts spécifiques ne seront pas pris en considération. Toutes les personnes participant au concours doivent pouvoir justifier d'une activité journalistique ou rédactionnelle rétribuée à 70% au minimum. Les travaux seront évalués séparément par un jury spécialisé dans deux régions linguistiques. Le jury distinguera un maximum de trois travaux par catégorie de médias, dont l'un remportera le grand prix de sa catégorie.



La remise des prix aura lieu le 31 octobre 2013 dans le cadre d'une manifestation publique. Le jury spécialisé regroupe d'éminentes personnalités issues du monde des médias, en parti-culier de la presse et du secteur de l'informatique. Il est présidé par le Professeur Louis Bosshart de l'Université de Fribourg.

Chaque participant peut présenter au maximum trois travaux par catégorie de médias. Les séries comptent pour un seul travail s'il s'agit d'articles formant un tout.

Les travaux doivent nous parvenir en quatre exemplaires. Pour les publications émanant de la presse écrite, l'un de ces exemplaires au moins doit nous être remis tel qu'il a été publié.

Les travaux doivent être envoyés à:

Département des sciences de la Communication et des Médias
«Prix des médias de la société Bedag»
Université Fribourg, Boulevard de Pérolles 90
1700 Fribourg
Téléphone 026 300 83 83

Le règlement peut être obtenu auprès de:

Bedag Informatique SA
Engoldenstrasse 12, Case postale 5121, 3001 Berne
Tél. 031 633 21 21, Fax 031 633 26 28
www.bedag.ch, info@bedag.ch

Date limite d'envoi: vendredi, 31 mai 2013



BEDAG

Abonnez-vous à EDITO +KLARTEXT!



Réservez dès maintenant
le prochain **EDITO +KLARTEXT**
grâce à un abonnement annuel
de 65 francs.

www.edito-online.ch/abonnements

abo@edito-online.ch



Christian Campiche,
Rédacteur en chef

Guerres sans images

J'y pense et puis j'oublie. Le monde est ainsi fait que la femme et l'homme effacent vite de leur mémoire ce qui a absorbé, l'espace de quelques jours, une partie non négligeable de leurs pensées voire de leur action. Tant mieux, quelque part. Le vide cérébral aide à se régénérer. L'envers du décor est que l'amnésie comporte des aspects moins nobles quand elle répond aux sollicitations des manipulateurs de l'opinion publique.

Prenez l'affaire Lance Armstrong. L'aveu du roi du dopage au micro d'une animatrice vedette de la télévision américaine a fait logiquement la Une des médias. Mais cette confession infamante n'empêchera pas le prochain Tour de France. Des milliers de personnes afflueront le long du parcours pour applaudir leurs héros juchés sur deux roues. Les exploits de ces centaures seront relayés sur le petit écran. „The show must go on” jusqu'à l'étape suivante du cirque médiatique. Un nouveau scandale de la seringue éclatera, tant il est vrai que la tricherie existe depuis que le sport a été érigé en spectacle nationaliste et surtout très rentable.

Black-out cynique. L'attaque d'un complexe gazier en Algérie offre un autre sentiment de frustration au quidam soucieux de décoder les enjeux du moment. La faute aux gouvernements qui ont imposé un black-out de la manière la plus cynique qui soit? On n'avait en tout cas jamais entendu jusque-là des Etats tolérer – justifier? – à ce point une solution violente aux détriment de personnes appartenant à leur communauté.

La mort de plus de 40 otages n'a pas fait le poids face à des considérations stratégiques soigneusement tenues secrètes mais dont on peut deviner la logique: on ne négocie pas avec des „terroristes”. En d'autres temps, en d'autres lieux, il en eût quand même été autrement. Les éditorialistes auraient interpellé leurs gouvernements, les ténors du Téléjournal auraient clamé leur indignation.

Climat de censure. On peut objecter qu'à leur manière, ces journalistes ne se départissent pas d'un certain conformisme. Et relever que le manque de curiosité ou d'impertinence est chose récurrente, finalement, dans les médias. En 1976 déjà, Maurice Chappaz dénonçait dans son livre „Les Maquereaux des Cimes blanches”, l'aplaventrisme des journaux face aux notaires et magistrats impliqués dans le bradage du territoire valaisan. Aujourd'hui, un état de guerre mondiale larvée semble légitimer les généraux à instaurer un climat de censure au nom d'un prétendu patriotisme. Les médias sont-ils obligés de s'y conformer? Certainement pas. On ose croire plutôt qu'au sein des rédactions des voix vont s'élever, toujours plus nombreuses, pour s'interroger sur ces espèces de carrés blancs qui envahissent les écrans et les pages des journaux.

„La mort de
40 otages ne fait
pas le poids.”

E IMPRESSUM

N° 01, février 2013

Editeurs:

Verein EDITO+KLARTEXT, Bâle
Magazine bimestriel
Tirage: 11 044 Expl. d+f; ISSN 1663-4802

Adresse de la rédaction:

EDITO f, rue du Petit-Chêne 25,
1003 Lausanne,
tél. 079 670 62 64, fax 026 347 15 09
redaction@edito-online.ch

Rédaction:

Christian Campiche, rédacteur en chef
de l'édition en français,
christian.campiche@edito-online.ch

Philipp Cueni, rédacteur en chef
de l'édition en allemand,
philipp.cueni@edito-online.ch
Helen Brügger, rédactrice
helen.bruegger@edito-online.ch
Bettina Büsser, rédactrice
bettina.buesser@edito-online.ch
Production:
bachmann medien ag,
Thiersteinallee 17, 4053 Bâle,
tél. 061 534 10 84,
fax 061 535 41 84
verlag@edito-online.ch
www.bachmannmedien.ch
Layout: Petra Geissmann

Publicité:

ZBINDENMEDIEN
Paradiessstrasse 2, 8802 Kilchberg,
tél. 044 533 03 35,
fax 044 533 03 39,
www.zbindenmedien.ch,
info@zbindenmedien.ch
Stefan Hostettler, tél. 043 321 28 78,
stefan.hostettler@zbindenmedien.ch

Abonnements:

abo@EDITO-online.ch
Abonnement annuel: Fr. 65.-
Abonnement à l'étranger: Fr. 85.-
Impression:
Unionsdruckerei Schaffhausen

Edité par les associations professionnelles:
impressum - Les journalistes suisses
Syndicat suisse des mass media
Syndicat des médias et de la communication

impressum



syndicom

GEWERKSCHAFT MEDIEN UND KOMMUNIKATION
SYNDICAT DES MEDIAS ET DE LA COMMUNICATION
SINDACATO DEI MEDIA E DELLA COMUNICAZIONE
SINDICATO DA LAS MEDIAS E DA LA COMUNICAZION



22> Bons baisers de Cap Canaveral ou les tribulations d'un reporter jurassien au pays des fusées.

6 Le dumping salarial menace aussi la presse romande

Comment les journalistes alémaniques vivent l'absence de CCT depuis 2004.

EDITO+KLARTEXT rend hommage à deux journalistes engagés: Rocco Zacheo, qui travaillait pour le „Temps“; et Hansi Voigt, qui a quitté „20 Minuten“.

Filippo Lombardi égratigne les journalistes et les éditeurs, ses pairs.

16 Scoops tout cuits et agents d'influence

L'intelligence économique au cœur de l'info.

18 Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie

Entre liberté d'expression et justice, les relations sont complexes.

20 Des services très utiles sur les mobiles

Le téléphone mobile, source de nombreux apports positifs en Afrique.

21 La vente de World Radio Switzerland

Des candidats à la reprise, mais le personnel n'est guère rassuré.

22 Bons baisers de Cap Canaveral

Le journaliste jurassien Roland Keller raconte sa vie au pied des fusées.

24 Ils brisent le mur de la propagande

Première au Vietnam: des jeunes journalistes revisitent Dien Bien Phu.

25 Il y a trop d'écoles de journalisme, comment les départager

Vers un conseil de surveillance en Suisse?

27 „La presse française meurt de ne parler que de faits divers”

Un livre explore les nouveaux empires médiatiques et leurs contradictions.

En appliquant quels critères?
Les associations qui se penchent
sur de tels problèmes aideront
leurs membres si elles conti-
nuent à approfondir ce sujet.

Excellent le dossier dans EDITO+KLARTEXT sur les problèmes psychiques des journalistes. On n'en parle jamais. C'est un créneau à développer avec une rubrique santé régulière dans EDITO+KLARTEXT. Il y a des problèmes très graves chez la plupart des journalistes...

@ Votre avis nous intéresse. Ecrivez à
redaction@edito-online.ch

QUESTION 5 : L'ÉCRÉAN

INTERVIEW À L'ÈRE DIGITALE

service de presse

Pour un article de fond en pleine forme.

Le Service médias d'Helsana vous conseille simplement et de manière compétente sur tous les sujets concernant la santé. Nous assurons ainsi à votre reportage une base saine et solide. Pour en savoir plus: **+41 (0) 43 340 12 12** ou **media.relations@helsana.ch**



Helsana
Un souci en moins.

Le dumping salarial menace aussi la presse romande

Les journalistes alémaniques vivent sans CCT depuis 2004. Leurs conditions de travail se sont péjorées. Mais peut-on, pour autant, parler de sous-enchère salariale? Les avis divergent.

Par Helen Brügger

Emblématique. Quelques jours après l'annonce de licenciements collectifs au „Tems”, l'association des médias privés romands, Médias Suisses, a fait savoir que les employeurs résiliaient la Convention collective romande. Si les partenaires sociaux, en l'occurrence impressum et Médias Suisses, n'arrivent pas à conclure une nouvelle CCT d'ici la fin de l'année, les journalistes de la presse écrite basculeront fin 2013 dans une situation que leurs collègues alémaniques et tessois ne connaissent que trop bien.

Le pire est pour les journalistes libres. 300 francs pour un travail de trois jours, c'est ce qu'a payé l'édition dominicale de la très renommée „Neue Zürcher Zeitung” à un journaliste libre. La justification donnée par le rédacteur responsable laisse rêveur: L'article, prévu plus long, aurait été raccourci pour des raisons de place. Au „Landbote” à Winterthur, un tel dumping salarial n'est même pas l'exception, mais la règle: l'honoraire pour une page entière du journal est fixé à ce prix. Un journaliste libre du „St. Galler Tagblatt” jette l'éponge et se conver-



Stephanie Vonarburg constate une corrélation évidente entre l'absence de CCT et des salaires en baisse.

Urs Thalmann a des preuves évidentes que les honoraires des libres ont été revus à la baisse depuis 2004.

tit en conseiller en communication, après avoir constaté qu'il travaille pour une moyenne de 20 francs à l'heure. A la „Tourismus Revue”, en trois ans, les honoraires ont diminué de moitié. Au lieu de rémunérer au temps de travail effectué, les éditeurs tendent à revenir à la pige et à payer à la ligne.

Dans la filiale alémanique de l'éditeur allemand Axel Springer, les pigistes se font concurrencer par des collègues allemands qui vendent leurs articles pour cinquante euros la pièce. Keystone ne concède plus aucun dédommagement pour aider les photographes libres à financer leur équipement...

Tous ces exemples sont tirés d'un cahier de doléances récent, établi en 2012 par les deux organisations professionnelles de la presse écrite, impressum et Syndicom, et qui en dit long sur des douzaines de cas de dumping salarial avéré.

Pression plus forte. Mais aussi les rédacteurs qui ont un emploi fixe n'ont plus d'illusion à se faire. Selon le même relevé, un journaliste qui effectue un remplacement de six mois dans le vénérable „Bund” à Berne est payé 33 francs à l'heure. Le quotidien „Schaffhauser Nachrichten” emploie un rédacteur pour un salaire mensuel de 5500 francs, alors que, selon la CCT alémanique de l'année 2000 déjà, il aurait droit à 7051 francs.

Dans les titres alémaniques de Tammedia, plus aucun dédommagement pour les heures supplémentaires, le travail de nuit ou dominical. Plus aucun dédommagement non plus pour les droits d'auteur des journalistes de la „Basler Zeitung”, de la „Schaffhauser Nachrichten”, de la NZZ, de Keystone...

Dans certaines entreprises, même le maintien du paiement des salaires en cas de

Photos: Yves Sancey / Felix Aeberti

Votre ligne de télécommunication 058 221 98 04



Swisscom SA, Group Communications & Responsibility, Media Relations, 3050 Berne
Fax 058 221 81 53 – www.swisscom.ch – media@swisscom.com

Que ce soit un «Early Bird» ou un «Last Minute» –
nous sommes toujours là pour vous!

Service de presse Hotelplan Suisse
Sägereistrasse 20, 8152 Glattbrugg, tél. 043 211 83 48
prisca.huguenin@hotelplan.com, www.hotelplan-suisse.ch



SRG SSR

FAIRNESS
INDÉPENDANCE
GLAUBWÜRDIGKEIT
CREATIVITÀ
DIVERSITÄT

RSI RTR RTS SRF

L'information assurée

Prévention, Assurance, Réadaptation

suva

Mieux qu'une assurance

Suva
Communication d'entreprise
medias@suva.ch, www.suva.ch

Tél. 026 350 37 82
Fax 026 350 36 23

maladie n'est plus assuré à cent pour cent. Misère généralisée dans les radios privées: le salaire minimal mensuel pour journalistes professionnels est fixé, sans concertation aucune avec les organisations professionnelles, à 4000 francs.

„La pression sur les salaires est la plus forte pour les journalistes libres, même s'ils ont un statut de collaborateur régulier”, résume Stephanie Vonarburg, secrétaire centrale au syndicat Syndicom. „On ne constate que peu de pression sur les salaires des journalistes établis, mais leurs salaires sont rarement et insuffisamment indexés et encore moins augmentés. Par contre, leurs jeunes collègues ou les collègues récemment entrés dans le métier sont souvent obligés de se contenter de salaires plus bas que ce que demandait le règlement de la CCT.”

Corrélation évidente. Pour Stephanie Vonarburg, les choses sont claires: „Nous constatons une corrélation évidente entre l'absence de CCT et des salaires et honoraires en baisse.” Un constat que partage Urs Thalmann, directeur d'impressum: „Les salaires en Suisse alémanique ont évolué en baisse nette après 2004, après la dénonciation de la CCT. Pendant quelques années, ils ont été clairement en dessous de ceux de Suisse romande, où la CCT est restée en vigueur.”

Les relevés récents d'impressum et Syndicom confirment une analyse des deux organisations professionnelles, faite en 2006 en collaboration avec l'Union syndicale suisse et publiée en 2007. Celle-ci avait déjà montré que les salaires des journalistes alémaniques stagnaient, qu'ils n'étaient plus indexés, ce qui entraînait une perte de salaire réel, et que les écarts entre les salaires les plus hauts et les plus bas se creusaient.

L'évolution des salaires dans le journalisme était clairement en perte de vitesse par rapport à celle d'autres branches de l'économie. Les salaires des journalistes, mis en relation avec leur haute qualification, figuraient dans les catégories les plus basses de la Suisse.

La situation a finalement été évoquée au sein de la Commission tripartite fédérale (CTF). Cette commission est formée de représentants des partenaires sociaux, des cantons et de la Confédération, et la repré-

sentation syndicale a proposé, en 2011, d'analyser des données sur l'évolution des salaires. La CTF est en effet chargée d'observer le marché du travail et surtout les branches menacées de sous-enchère salariale. Elle détermine les branches devant faire l'objet d'une observation particulière afin d'examiner s'il convient ou non de prendre des mesures appropriées, ou, en d'autres termes, de mettre la branche „en observation renforcée”.

Données confidentielles. Ces données, commandées à l'Office fédéral de la statistique, resteront malheureusement confidentielles. Peter Gasser, président ad interim de la CTF et chef du domaine „Libre circulation des personnes et Relations du travail” au sein de la Direction du travail au Seco, explique: „Nous les avons commandées pour avoir des informations sur la branche et compléter les données à disposition. Elles ne sont, d'un point de vue scientifique, pas assez représentatives pour dégager une image entièrement complète de la situation salariale de la branche. En plus, nous avons une procédure en cours, c'est pourquoi nous ne pouvons pas rendre publique cette analyse.”

Selon les renseignements d'„Edito+Klartext”, il semblerait pourtant que l'analyse confirme de fortes différences salariales entre les régions linguistiques, la Suisse romande avec sa CCT étant du côté des salaires plus élevés. De même, les salaires dans le journalisme resteraient en dessous de ceux pratiqués dans des branches comparables.

Mais Peter Gasser affirme que „les données de l'analyse ne permettent pas de constater des signes de sous-enchère salariale selon la définition du terme” – la définition du terme étant „abusive et répétée”. Il insiste: „L'analyse menée a montré que les salaires dans la branche du journalisme ont constamment augmenté depuis 2000, que les salaires analysés se situent au-dessus des salaires qui avaient été relevés dans une étude réalisée en 2006 et qu'une pression sur les salaires en raison de l'absence de CCT en Suisse alémanique n'est pas constatée.”

Un raisonnement qui est complété par Urs Thalmann: „La CTF nous a dit que la situation se serait, en 2011, un peu améliorée dans la moyenne.” Mais de l'avis de Thalmann, „la moyenne statistique ne dit

rien sur le dumping. Elle serait plutôt utile pour définir l'usage de la branche. Si la moyenne est en train d'augmenter – ce qui reste toutefois à confirmer – ça ferait de nos cas encore plus clairement des cas de sous-enchère.” Le dumping, pour lui, se définit par l'accumulation des cas de personnes qui ne reçoivent pas „des salaires et des conditions accordés pour un travail semblable... dans la même branche” (OLE art. 9, al. 2). „Nous pouvons prouver, documents à l'appui, des cas de baisse de salaire chez les journalistes fixes. En ce qui concerne les journalistes libres, nous avons des preuves encore plus évidentes: dans certaines rédactions, même le règlement des honoraires a été fortement revu à la baisse.”

Malgré cela, la CTF a décidé, au mois de décembre 2012, de ne pas mettre la branche sous observation renforcée en 2013. Mais Peter Gasser avertit: „La question n'est pas définitivement tranchée – elle ne l'est d'ailleurs jamais, dans aucune branche.” C'est pourquoi la commission souhaite se faire informer sur l'état des pourparlers – pour l'heure timides et officieux – entre les partenaires sociaux en vue d'une nouvelle CCT. Rapport à faire au terme du premier semestre, en juin 2013 déjà.

Vers de vraies négociations. „Avec la demande de se faire renseigner sur l'état des négociations, le sujet des salaires est toujours dans le collimateur de la Commission”, dit Stephanie Vonarburg. Urs Thalmann de son côté se montre optimiste: les pourparlers devraient évoluer vers de vraies négociations pendant l'année en cours. Ceci ne serait pas pour déplaire à Peter Gasser: „Il est sûr que nous saluerions un accord entre les partenaires sociaux qui réglerait les conditions de travail de base dans la branche, en fonction d'un besoin donné.”

Reste que le problème des salaires ne sera pas réglé pour autant. Selon Urs Thalmann, le mandat de négociation des éditeurs n'inclut pour l'instant pas la hauteur des salaires. „Si ceci reste ainsi, ces négociations peuvent mener à un accord qui améliorera notablement diverses conditions de travail et notamment la sécurité sociale – mais l'accord ne changera pas directement la situation des salaires et honoraires.”

„Ils ont cassé une merveilleuse machine”

Rocco Zacheo figure parmi les licenciés du „Tems”. Portrait d’un journaliste engagé. Par Helen Brügger

Rocco Zacheo, 41 ans, père d’un petit garçon, est de ceux qui s’engagent dans la vie. En 2004, il rejoint le „Tems” et se dédie entièrement à l’aventure de ce journal, une expérience qu’il juge exceptionnelle. Et quand la direction, au mois de novembre 2012, annonce un licenciement collectif, il se dépense sans compter, au sein de la société des rédacteurs et du personnel, pour soutenir les collaborateurs à qui l’on a signifié leur licenciement. Jusqu’au jour où lui-même est convoqué – et licencié. „Sur le moment, on fait aller, on fait comme si de rien n’était. Mais aujourd’hui je ressens ça comme une trahison.”

Fils d’immigré. Rocco Zacheo est d’origine italienne. Son père était ouvrier immigré, il n’avait, à l’époque, pas le droit de faire venir sa famille en Suisse. „C’est un destin d’immigré: Le père qui dit d’année en année ‚je retourne chez nous l’année prochaine’, mais qui ne retourne jamais, et la famille qui en souffre, et la mère qui finit par partir ailleurs...” Rocco et sa sœur jumelle vivent en Italie chez la grand-mère jusqu’à l’âge de dix ans. Ensuite, le père devenu malade les fait venir au Tessin, les place dans une institution catholique jusqu’à dix-huit ans.

Jeune adulte, Rocco s’installe à Genève, travaille le jour comme vendeur de disques, fait ses études le soir au Collège pour adultes, ensuite à l’Université, devient enseignant en lettres et histoire. Par hasard, un ami lui demande s’il ne veut pas travailler au „Tems”: „Il savait que je suis mélomane, amateur de musique classique et mo-

derne, et justement, on cherchait quelqu’un au ‚Tems’ pour cette spécialité.”

Le journalisme, un rêve depuis son enfance, devient sa profession. Et sa passion: „Il faut aimer la vie, les gens, l’écriture, les phrases bien faites, la justesse des mots pour coller le plus fortement possible au réel.” Le licenciement, c’est pour lui comme un coup de couteau dans le dos: „Comme si on me disait: ‚votre passion, votre amour, on n’en veut plus’.” Il a vécu cela comme une absence de tact dans les rapports humains „dignes de ce qu’on retrouve dans la finance et les banques”, alors qu’au journal, avant, „tout se passait comme si on formait une famille”.

Doux, posé, mesuré, Rocco Zacheo s’est engagé, avant son licenciement, à fond dans les négociations pour un plan social. „Là j’ai appris des mots qu’un journaliste ne devrait jamais entendre dans sa vie professionnelle. Des mots comme cash-flow, forecast, Ebitda, marge opérationnelle, amortissement...” Est-ce que c’est son engagement pour la défense des collègues qui lui a valu d’être licencié? Il hésite, réfléchit longuement: „S’il y avait un rapport, je pense que cela remonterait plus loin. Peut-être n’étais-je pas assez docile? J’ai l’habitude de toujours dire ce que je pense.”

Plan de repli. Cette restructuration, il ne la comprend d’ailleurs pas. En vain cherche-t-il à trouver une explication à la décision de sacrifier la rubrique sport et la dernière page, l’Air du temps: „Le lectorat devrait rajeunir, et on supprime justement ce qui constitue les portes d’entrée pour un lectorat plus jeune.” Pour lui, ce n’est pas un plan de conquête, mais de repli: „Il n’y a au-

cune audace éditoriale derrière, et chez les collègues, c’est un sentiment d’incompréhension et de colère qui règne.”

Spirale. Il se fait des soucis pour l’avenir du journal: „C’est le managérial qui a pris le dessus sur l’éditorial. Je souhaite tout le bien au ‚Tems’, mais en nous traitant comme si nous n’étions que des chiffres, ils ont cassé une merveilleuse machine, ils ont fait entrer le journal dans une spirale. On ne sort pas indemne d’une telle coupe dans les intelligences, dans les forces vives.”

Lui, il doit maintenant tourner la page. Il veut rester dans le journalisme, continuer de vivre sa passion. „Mais en ce moment je suis en train de faire mon deuil.” Encore un deuil dans sa vie.

Nouvelle série

Il faut, pour tout salarié, du courage pour parler publiquement de ce qui se passe dans son entreprise. Rocco Zacheo a eu ce courage. Ce journaliste culturel du „Tems” a accepté de témoigner de la situation dans son journal, et ceci à la très écoutée émission de la radio Médialogues, quelques jours après l’annonce d’un licenciement collectif pour raisons économiques. C’est l’une des contradictions majeures des éditeurs: ils demandent à leurs salariés d’écrire la vérité sur la

marche du monde, mais essayent à tout prix de cacher la vérité sur la marche de leurs journaux. La rédaction d’EDITO+KLARTEXT, pourtant hostile au jeu des „rankings” et des prix décernés à tout va, décerne aujourd’hui la mention „brave” à Rocco Zacheo. Et lance avec son portrait et celui de son homologue alémanique Hansi Voigt (voir ci-contre) une série dédiée aux journalistes courageux, aux journalistes-citoyens. *HB*

Photo David Wagnières

Rocco Zacheo constate „un sentiment d’incompréhension et de colère”.

Photo Keystone

Hansi Voigt: „Les journalistes ne sont plus qu’un facteur de coût.”

„Il leur manque la force d’innover”

Hansi Voigt a quitté „20 Minuten Online” fin novembre, regretté par sa rédaction. Par Bettina Büsser

pier est mieux notée que la publication Internet en ce qui concerne la pertinence, l’objectivité et la hiérarchie des informations. Mais „20 Minuten Online” (ainsi que „le matin.ch”) remplissent mieux ces critères que leurs homologues imprimés. Et pourtant...

Sur le plan économique, les résultats de „20 Minuten Online” étaient plus que satisfaisants. Tout roulait jusqu’à l’automne dernier, quand Tamedia a décidé de fusionner les rédactions Internet et papier de „20 Minuten” et de placer deux codirecteurs à la tête de la nouvelle entité – Marco Boselli, jusqu’ici rédacteur en chef de l’édition papier, et Hansi Voigt. Défavorable à cette solution de tandem, ce dernier a déclaré qu’il n’était pas candidat pour un tel poste. Tamedia a choisi Marco Boselli.

„Voigtus Interruptus”. Voigt a quitté „20 Minuten Online” fin novembre, regretté par sa rédaction. En témoigne la vidéo d’adieu qu’elle lui a consacré, un hommage de 14 minutes intitulé „Voigtus Interruptus”. Puis les lecteurs de „Schweizer Journalist” lui ont décerné une forme de couronnement en décembre, en l’élisant „rédacteur en chef de l’année”. Hansi Voigt aurait pu partir en vacances et savourer ses souvenirs avant de se mettre en quête d’un nouvel emploi.

Ce qu’il a fait. Non sans auparavant se confier à Christof Moser du journal „Der Sonntag” dans un long entretien paru début janvier. Il explique comment il aurait mené cette convergence, comment il envisage l’avenir numérique – mais il s’exprime surtout sur les défis qui attendent les maisons de presse, mal armées selon lui pour les affronter.

Obnubilées „par le contrôle des finances”, elles ne considèrent plus les journalistes que „comme un facteur de coûts”. La rentabilité ces dernières années, s’est essentiellement résumée à la réduction des dépenses. „Dans ce contexte de révolution numérique, les médias devraient pourtant se réinventer. (...) Il leur manque cependant la force d’innover et l’ouverture face à la nouveauté. Au lieu de consacrer leurs gains à améliorer les contenus et à renouveler leurs modèles médiatiques, les éditeurs investissent au petit bonheur la chance.”

Maximiser les bénéfices. Son employeur Tamedia a aussi réduit sa voilure – selon son porte-parole, Christoph Zimmer, Voigt reste en effet collaborateur de „20 Minuten Online” jusqu’en mai 2013. Après avoir fêté en avril „le meilleur résultat de son existence” et avoir accordé 0,4 pour cent d’augmentation à ses employés, l’éditeur leur a annoncé un mois plus tard, son intention de réduire les coûts rédactionnels de 15 pour cent. „Maximiser les bénéfices semble être la seule préoccupation en cette période de grands bouleversements”, commente Voigt.

Tamedia n’a pas souhaité s’exprimer sur cette interview, ainsi que nous l’a fait savoir son porte-parole. Voigt voyage en Inde et n’a pas pu être atteint au moment du bouclage de cette édition. On apprend toutefois par son compte Twitter, qu’il n’apprécie pas le qualificatif „Saint Hansi” et qu’il n’a rien dit au cours de cet entretien, qu’il n’ait déjà exprimé auparavant, „en particulier au sujet de mes employeurs”.

Traduction: Anne-Sylvie Mariéthoz

„Certains éditeurs gèrent leur maison comme une fabrique de chaussures.”

L'éditeur tessinois Filippo Lombardi ne veut pas dramatiser la situation des journalistes. Mais il se montre aussi critique avec ses pairs. Propos recueillis par Sabrina Melchionda

EDITO+KLARTEXT: Vous vous définissez à la fois comme journaliste et entrepreneur des médias. Quel regard jetez-vous sur le journalisme?

Filippo Lombardi: Le regard d'un consommateur. Au-delà d'un producteur de médias, je me positionne en lecteur très intéressé aux journaux et à l'ensemble des médias. Je tente d'y déceler les potentiels, les innovations, les occasions manquées, ainsi que les limites et les erreurs, tout en me rappelant des miennes.

A quoi sert le journalisme aujourd'hui?

On ne peut pas parler d'un modèle universel: il y a plusieurs journalismes qui ont des objectifs différents. Je distingue personnellement les éditeurs qui ont un objectif purement économique de ceux qui sont des fondations sans but lucratif, ou qui placent un but idéal au-dessus des objectifs économiques. Il y a aussi les éditeurs des médias électroniques au bénéfice d'une concession fédérale, auxquels la loi interdit de distribuer des bénéfices et qui assument un mandat de service public, soumis à des contrôles, tout en étant des acteurs privés.

Quant aux journalistes, ils peuvent être à leur tour plus ou moins idéalistes, professionnels et consciencieux, sans devoir se poser nécessairement en „sauveurs de l'humanité”. Le journaliste fait d'abord cette profession pour vivre, comme tout ouvrier ou employé qui se lève tôt chaque matin et travaille dur toute la journée pour nourrir sa famille, et qui est tout aussi héroïque. Mais c'est vrai que dans notre métier on peut faire beaucoup mieux si on y ajoute une dose personnelle d'expérience, de compétence, de savoir, d'idéalisme et d'enthousiasme.

Quel jugement portez-vous sur la qualité?

C'est un peu un lieu commun de déplorer la perte de qualité, mais il faut reconnaître, en regardant en arrière, que beaucoup de bonnes plumes ont disparu. Parallèlement se perd la capacité d'analyse au profit de l'information brute, de la superficialité due au manque de vérification des sources ou de la tyrannie du scoop.

Cela dit, l'information gagne aussi en vivacité et en diversité, la concurrence la pousse à s'améliorer, mais il est justifié d'être vigilant, surtout en matière de qualité. Dans ce contexte, il serait utile de redéfinir les critères de l'aide à la presse, même si cette définition constitue en soi déjà un défi, car qui est compétent pour décréter que la presse est de qualité? Cependant, au vu des risques réels que court la presse traditionnelle, la question est très actuelle et clairement posée au niveau politique, même si la réponse n'existe pas encore.

A plusieurs reprises vous avez relevé que les nouveaux médias gratuits – qu'ils soient en ligne ou imprimés – créent l'illusion que l'information ne coûte rien. Pourtant l'information de qualité a un coût et mérite rémunération. Quels sont les critères permettant de juger de la qualité dans le travail d'un professionnel? Et comment juger l'absence de CCT en Suisse allemande et au Tessin?

Dès qu'une chose est gratuite, on pense qu'elle ne vaut rien. Ce processus de déséducation dure depuis plusieurs années, désormais, nous devons lutter contre cela. Les principaux éditeurs ont lancé l'alarme et tentent de remonter le courant, à savoir convaincre les gens de payer pour un contenu de qualité, même en ligne. Le problème va bien au-delà de la CCT et des niveaux de rémunéra-

Photo Keystone/Gaëtan Bailly



Filippo Lombardi: „Les radios-télévisions locales doivent continuer à améliorer la qualité.”

BIO EXPRESS

1987-1996: directeur du quotidien „Giornale del Popolo” à Lugano.

Depuis 1996: Fondateur, directeur et administrateur de TeleTicino.

1999-2001: Porte-parole de Telesuisse, association des télévisions régionales suisses.

2001-2012: Président de Telesuisse.

Aujourd'hui: Administrateur délégué de TeleTicino et Radio 3iii. Conseil d'administration Nuova Società Editrice del Giornale del Popolo SA et Timedia Holding. Membre du PDC, président du Conseil des Etats.

tion. L'aspect primordial est le sens de responsabilité du journaliste, sa capacité à rechercher les sources, à approfondir et vérifier les nouvelles, en les distinguant de son opinion.

Je comprends cependant le besoin d'une CCT et souhaite vivement que le rapprochement en cours entre les parties puisse déboucher sur une telle solution, importante même si elle devait renoncer à fixer des barèmes de rémunération uniformes, difficiles à imposer dans un pays et dans des médias aussi diversifiés que les nôtres.

Les éditeurs semblent sourds aux revendications concernant la CCT. Les journalistes ne méritent-ils pas un investissement plus important que les rotatives et l'informatique?

Aujourd'hui les éditeurs sont conscients de la valeur des ressources humaines, plus importantes que les infrastructures – des rotatives aux serveurs – pour la réalisation du contenu. Mais on constate aussi que les collaborateurs des médias peinent parfois à comprendre la différence entre les frais courants comme les salaires, qui pèsent sur les caisses à la fin de chaque mois, et les investissements même importants mais qui peuvent être amortis sur de nombreuses années.

Que voulez-vous dire?

Prenez les journaux où la partie „hard” – rotative, papier, transport et distribution matérielle – coûte autant que la partie „soft” – la production du contenu. Un investissement important dans l'infrastructure, amortissable sur le long terme, peut permettre de réduire la première partie des coûts, en dégageant des moyens pour

la seconde, ou pour mieux résister à un baisse des revenus publics par exemple.

Il faut tenir compte de différents facteurs et ne pas comparer des choses différentes: les journalistes ne comprennent pas toujours cette dimension, fondamentale pour l'économie d'entreprise. En face, les éditeurs ne comprennent pas toujours non plus ce qu'est le journalisme sur le plan de l'éthique, de la déontologie, de l'indépendance et de la qualité des contenus. Certains gèrent leur maison d'édition comme une fabrique de chaussures, et c'est bien dommage.

L'absence de CCT en Suisse alémanique et au Tessin a-t-elle eu des conséquences?

Il ne me semble pas qu'il y ait eu une aggravation dramatique de la situation générale des journalistes. Certes, quelques acteurs en ont profité, je pense à certains nouveaux médias qui ont pu se lancer à moindres frais. Mais un contrat collectif n'aurait pas forcément pu éviter ces situations „sauvages”. Par ailleurs, la majorité des éditeurs se comporte de manière correcte et cherche à maintenir grosso modo les paramètres de la dernière CCT.

Une observation quand-même pour les TV et radios régionales. Si celles-ci avaient dû appliquer les standards SSR, par exemple, aucune d'entre elles n'aurait pu naître car ses coûts auraient été beaucoup trop élevés. Maintenant elles existent, elles offrent de bons emplois et leurs salaires se sont sensiblement améliorés avec le temps, même sans CCT. Les contrats collectifs ont donc des avantages et des désavantages.

„Les contrats collectifs ont des avantages et des désavantages.”

Timedia regroupe une télévision, une radio, deux journaux, des sites Internet qui tous appliquent des conditions de travail différentes. Pourquoi ne pas avoir fait un mini-contrat collectif pour les employés de la holding? Vous auriez été un précurseur. Ce pourrait être une expérience intéressante, même si le moment actuel n'est pas le meilleur pour agir en tant que „cobaye”. Nous ne sommes pas hostiles au dialogue mais nous attendons la conclusion des discussions en cours entre impressum et Schweizer Medien (ndlr: pendant alémanique de Médias Suisses). 2012 n'a pas été une année de tout repos pour nous, il nous a fallu nous concentrer sur plusieurs fronts: l'irruption au Tessin de „20 Minuti”, l'explosion du Tre Top (ndlr: le pool publicitaire liant trois quotidiens), la crise conséquente pour ces trois quotidiens, le sauvetage à la raclette du „Giornale del Popolo”, et j'en passe.

La concentration des médias est-elle la voie unique pour la presse?

Je crains qu'elle le soit. La concentration naît de deux exigences: l'offensive ou la défensive. L'arrivée de „20 Minuti” en Suisse italienne représente la tentative du plus grand acteur national de s'introduire sur ce marché. Elle a chamboulé le panorama, provoquant une crise contre laquelle nous avons introduit un mécanisme de défense à l'instar de ce qui a été mis en place un peu partout dans le monde. En Suisse, les survivants sont ceux qui ont réussi à constituer un groupe suffisamment solide sur le plan régional pour résister aux monopoles nationaux potentiels. J'ai été très frappé par le cas d'Edipresse, qui s'est battu mais a dû tout céder à la fin. Ceux qui s'en sortent se recrutent parmi les groupes qui ont réagi rapidement en utilisant leurs atouts et en pénétrant dans le monde du multimédia.

La concentration n'est pas un problème pour la pluralité des opinions? Comment garantir l'indépendance de médias réunis au sein d'un seul groupe éditorial?

Pour différentes raisons, la plus grande partie des éditeurs raisonne comme une entreprise et n'a pas intérêt à uniformiser les lignes éditoriales. Mais il existe quelques cas où le propriétaire entend clairement faire passer les messages de son cru. La concentration? Il est vrai que depuis la Deuxième Guerre mondiale la moitié des journaux a disparu en Suisse. Les survivants se sont regroupés au sein d'entités plus vastes. Mais parallèlement la SSR a multiplié les canaux et de nouveaux acteurs sont arrivés sur le marché: radios et télévisions privées, sites Internet et journaux gratuits. Je dirais donc que les voix se sont multipliées.

Comment voyez-vous l'avenir de la presse écrite?

A ce jour les journaux suisses ont fait preuve d'une capacité de résistance supérieure à celle rencontrée dans d'autres pays. La quantité et la diversité des journaux restent encore les plus élevées. Mais j'ai l'impression que cette „digue” est en train de s'effondrer.

Pour quels motifs?

Les éditeurs ont commis des erreurs. Je pense aux gratuits. D'un côté il s'agit d'un suicide plus ou moins conscient d'une partie des acteurs de la branche, de l'autre d'une tentative de tuer l'adversaire dans une logique hégémonique. On en paie actuellement le prix, même si quelqu'un en profite.

Vous êtes pessimiste pour les journaux traditionnels?

La tendance est malheureusement indiscutable mais je crois malgré tout qu'une information imprimée ne disparaîtra pas, c'est seulement sa proportion qui continuera à décliner.

Si l'occasion devait se présenter, vous investiriez dans un quotidien traditionnel?

Pas aujourd'hui. Mais je ne recommencerais pas plus avec une télévision régionale. Il y a un temps pour tout. Pour la télévision, le bon moment était la seconde moitié des années nonante. Pas cinq ans plus tôt, quand c'était interdit par la loi, pas dix ans plus tard, quand les cartes ont été distribuées. On y est arrivé avec Teleticino, en ayant eu l'intuition au bon moment, comme une dizaine d'autres TV régionales en Suisse. Si je devais commencer au-

jourd'hui une activité entrepreneuriale dans le secteur, j'irais vers les nouveaux médias. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas tout entreprendre pour sauver ce qui existe.

Quel futur pour les télévisions régionales?

La Suisse a obtenu très tard une mini-libéralisation des médias électroniques. J'ignore s'il existe un autre pays au monde où l'entité publique occupe encore une part si dominante. Il y a peu d'autres domaines où la loi façonne autant la réalité: elle empêche la construction d'un pôle privé national important qui pourrait faire de l'ombre à la SSR; elle donne aux radios-télévisions locales un rôle extrêmement régulé et précis qui leur permet de vivre mais pas de se développer; elle définit le service public régional comme complémentaire au service public national de la SSR.

Leur survie dans la forme actuelle est garantie à l'horizon législatif, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance de leurs concessions en 2020, puis la discussion pourrait s'ouvrir à nouveau. Cela ne signifie pas qu'elles doivent dormir sur leurs deux oreilles mais qu'elles doivent continuer à améliorer leur qualité. Elles le font, conscientes que leur „jardin” est bien délimité.

Les éditeurs de la presse écrite s'opposent à l'ouverture à la publicité des sites web de la SSR. Votre avis?

Il s'agit d'une situation nouvelle dans laquelle tous les acteurs disent lutter pour leur survie. Seulement, d'un côté vous avez des propriétaires de 2CV auxquels il manque le litre d'essence pour arriver chez eux, de l'autre le propriétaire d'une Rolls à qui il manque sa bouteille de champagne dans le minibar. Ce sont deux réalités bien différentes. Pour l'instant, la SSR n'a pas l'exigence de s'approprier aussi cette tranche de marché. Les éditeurs font valoir le fait qu'elle est financée en grande partie avec la redevance. La publicité sur ses sites en ligne serait donc une concurrence déloyale.

Ils ont donc raison de faire barrage?

Ils ont raison d'actionner le signal d'alarme. Mais il est dommage que les éditeurs ne soient pas parvenus à trouver un accord avec la SSR au cours de la dernière année. La SSR l'avait pourtant proposé, et les négociations étaient bien avancées. Mais je crains que parmi les éditeurs eux-mêmes, les intérêts à ce sujet ne soient différents.

Il fut une époque où on donnait du „vous” aux politiciens.

Aujourd'hui le tutoiement est souvent de mise. Trop de copinages entre journalistes et politiciens?

Le tutoiement a toujours existé en politique mais auparavant on le réservait aux journalistes de la même chapelle. La diffusion du „tu” n'est donc pas un mal en soi, mais une forme de démocratisation. En Suisse, davantage qu'ailleurs, les gens se connaissent facilement. Ce qui n'autorise pas le journaliste à mettre des gants pour interroger un politicien qu'il connaît bien. Inversement, le politicien ne doit rien attendre en retour de ces familiarités, en tout cas pas un traitement de faveur. C'est une question de professionnalisme, sur les deux bords, comme dans tous les milieux.

Sabrina Melchionda est journaliste au quotidien „laRegioneticino”.

Le temps des journalistes gratuits

Les cas de dumping salarial rapportés dans ce numéro d'„Edito+Klartext” peuvent être considérés suivant trois angles de vue. Premièrement, on peut les voir comme un symptôme, fût-il inacceptable, des difficultés conjoncturelles affectant l'univers des médias. Deuxièmement, on peut songer qu'ils attestent le dédain croissant que subissent, partout dans le monde et dans d'innombrables domaines d'activité, les humains constituant les forces de travail basiques au sein des entreprises. Et troisièmement, on peut déceler en eux le signe d'une stratégie strictement éditoriale et parfaitement cohérente.

Superficialité. Comment se comporte le journaliste sous-payé modèle? Il travaille le plus rapidement possible, aux fins d'accumuler les mandats nécessaires à sa subsistance économique. Il travaille donc sans profondeur, mais en maquillant ce déficit en hypertrophiant la mise en scène de ses productions, à la façon des chauves qui gonflent leur cheveu rare pour avoir bonne allure: il en résulte des textes ou des émissions superficiels autant qu'acrocheurs.

Surtout, il travaille dans le respect des pouvoirs établis dans la Cité comme au sein de la hiérarchie qui le rémunère, de manière à ne s'en aliéner aucune faveur à long terme. Il ne développe par conséquent ni son tempérament ni son style personnels, l'objectif étant devenu pour lui de se faire valoir comme un contributeur à la fois maximale productif et optimalement standardisé.

Pressions. C'est en cela qu'on peut inscrire les pressions exercées sur les journalistes par le biais du dumping salarial dans la même logique ayant matérialisé dans notre pays le concept du journal gratuit – dont Matthieu Fleury, alors secrétaire général d'impressum, disait en 2006 regretter qu'ils fussent „sans opinion”, et marqués par une „absence de diversité” comme par un „recours massif aux agences de presse”.

Quand on veut produire chez le lecteur un maximum de disponibilité mentale à l'égard des messages publicitaires environnants, la substance rédactionnelle du journal devient en effet l'obstacle par excellence. Or, en sous-payant le journaliste, on le transforme de telle sorte qu'il devienne le moyen de production le plus „naturellement” compatible avec ce que sont les journaux gratuits, avec leurs informations hiérarchisées en fonction de leur pouvoir séducteur immédiat, la formulation parapublicitaire de leurs titres et leur présentation typographique propre à faire, de leurs lecteurs, des virtuoses de l'admiration vis-à-vis des célébrités. Et de la consommation marchande, bien sûr.



Christophe Gallaz
est journaliste, essayiste et écrivain.



Photo Keystone/Laurent Gillieron

Quand les ONG s'inspirent de l'intelligence économique

En France comme en Suisse, certaines ONG et associations militantes se sont emparées des outils et méthodes de l'intelligence économique (IE). Leur principal objectif: mener des actions d'info-contestation en visant la réputation des entreprises. Par Gilles Labarthe/DATAS

Qu'est-ce que l'intelligence économique (IE)? Pour faire simple: l'IE, telle que conceptualisée et pratiquée depuis une quinzaine d'années en France, constitue une sorte d'adaptation continentale de la notion anglo-saxonne de „competitive“ ou d'„economic intelligence“.

L'expression de „renseignement économique“ paraissant trop „barbouze“ et mal connotée, les Français ont préféré une autre traduction. Les autorités tricolores en charge de ce dossier ont dès 1994 insisté sur le caractère légal de ces activités, s'exerçant sur des informations publiques et de manière loyale face à des concurrents.

Bref: l'IE ne serait rien d'autre qu'un ensemble de méthodes et outils dédiés à la recherche et à l'exploitation d'informations accessibles et ouvertes, à caractère économique. Dans un court ouvrage de synthèse, le spécialiste Laurent Hermel résume les objectifs: „fournir la bonne information, au bon moment, à la bonne personne pour lui permettre de prendre la bonne décision, de bien agir et idéalement de faire évoluer son environnement dans le bon sens. Dans quel but? Celui d'ouvrir des fenêtres d'opportunités et de réduire les risques liés à l'incertitude.“

„Guide du routard“. Face aux définitions prudentes (qui ne disent souvent rien sur les moyens vraiment engagés), il faut

remettre l'IE en perspective. La diffusion progressive de cette notion de l'IE en France depuis le début des années 1990 ne doit rien au hasard: elle intervient dans un contexte de fin de Guerre froide, de redéfinition des alliances géostratégiques, de concurrence accrue, des nouvelles „guerres de l'information“ amplifiées par le développement fulgurant d'Internet et des nouvelles technologies de „l'info-comm“, de mondialisation des marchés et des échanges et enfin, de la montée en puissance des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

La plupart des publications franco-phones récentes consacrées à l'IE, cherchant à vulgariser cette notion auprès des

décideurs et du secteur privé – il existe même depuis 2012 un „Guide du routard“ de l'IE – ancrent invariablement les enjeux dans les seuls secteurs des entreprises et de l'Etat. Or, la chute du bloc communiste a aussi opéré une redéfinition des activités d'ONG et d'associations militantes, comme le fait remarquer le professeur et consultant Ludovic François.

Cibler la réputation. L'intelligence économique comprend en effet trois volets: protection du patrimoine informationnel, recherche d'informations à partir de sources ouvertes (souvent appelée veille stratégique) et influence (actions de lobbying). Dès les années 1990, tout en dénonçant les démissions de l'Etat et le caractère de plus en plus hégémonique de sociétés transnationales privées, ONG et groupes d'activistes se sont concentrés sur un nouveau cœur de cible: atteindre le point faible des multinationales, soit leur réputation et les images de marque.

„Les exemples sont très nombreux et, aujourd'hui, toutes les grandes entreprises sont concernées: Monsanto et les OGM, Nike et le travail des enfants, Gap et les sweat-shops, Total et son implantation au Myanmar, L'Oréal et la vivisection, Carrefour et les salons de jardin en teck, etc.“, observe Ludovic François.

Pour ce spécialiste, c'est clair: „L'on se situe dans des conflits ayant un impact économique fondé sur l'utilisation offensive de l'information et, sur le plan théorique, il apparaît évident que cette dimension relève donc du pilier „influence“ de l'intelligence économique.“

La „taupe“ de Securitas. Les multinationales en sont conscientes. Elles n'hésitent pas à déployer l'artillerie lourde. Parmi les dernières affaires ayant défrayé la chronique, on se souvient d'agents privés de renseignement „missionnés“ par EDF pour espionner des responsables de l'ONG écologiste Greenpeace, ou de la „taupe“ de Securitas recrutée sur demande de Nestlé pour infiltrer les réunions du groupe Attac-Vaud.

Les médias se retrouvent au centre de ces luttes d'influence, dans la propagation d'informations dont le but est d'infléchir l'opinion publique et la position des hommes de pouvoir dans un sens, ou dans un autre. De sorte que dans ses activités

quotidiennes, tout journaliste doit se poser des questions d'ordre déontologique sur ces trois volets de l'IE: quel rôle joue-t-il lorsqu'il relaie sans autre des communiqués de presse? Lorsqu'il „reçoit“ des données confidentielles, se laisse suggérer un sujet d'article, d'enquête? Lorsqu'il publie des informations sensibles, ou les stocke sur le bureau de son ordinateur, sans en protéger l'accès?

Or, l'IE, c'est aussi savoir se protéger des oreilles indiscretes. Ainsi, des responsables de la Déclaration de Berne admettent avoir pris des précautions particulières avant la sortie de leur ouvrage collectif „Swiss Trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières“.

„Nous avons fait vérifier la sécurisation de nos messageries électroniques. Si nécessaire, on utilise des adresses personnelles et des téléphones portables de tierces personnes“, explique l'un d'eux. Mêmes précautions, dans les cas sensibles, pour le réseau Sortir du nucléaire, notamment „avant les campagnes de votation fédérale“. Idem chez Greenpeace Suisse, nous confirme à Genève le porte-parole Mathias Schlegel: „C'est surtout l'organisation d'actions militantes qui doit rester confidentielle jusqu'au dernier moment.“

Lobby nucléaire. Il y a enfin la recherche systématique d'informations pertinentes. Comme beaucoup de ses collègues, Mathias Schlegel se dit „mal à l'aise“ à l'évocation de la notion d'IE, rapportée aux ONG. La notion est encore très peu vulgarisée dans nos contrées. „Nos campagnes de sensibilisation sont basées sur des informations officielles. Du reste, en Suisse, nous ne sommes pas dans le même contexte qu'en France, où on peut presque qualifier le lobby de l'énergie de militarisé.“

Le plus souvent, la collecte, l'analyse et le traitement efficaces de vastes quantités d'informations publiques permettent d'atteindre certains objectifs: la cartographie „Facenuke“ réalisée et publiée en avril 2012 par Greenpeace sur les liens entre acteurs composant le lobby nucléaire français et Areva s'est avérée tellement „lisible“ et percutante que des menaces de personnalités citées ont suivi. L'ONG a choisi de la retirer momentanément de son site Internet.

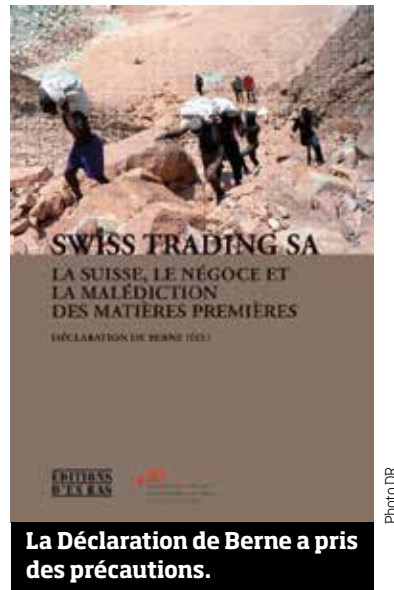


Photo DR

Mais, face aux intrusions, voire effractions éhontées dont font preuve les grandes firmes, les ONG sont tentées de répondre par des moyens inspirés de l'IE – et de ses dérives – pour obtenir des informations „grises“, voire strictement confidentielles. „Nous étudions la possibilité de recourir nous aussi au hacking“, répond un militant romand. Un autre confie avoir effectué une visite discrète au siège genevois d'une multinationale de trading pétrolier, pour consulter des données stockées sur le disque dur d'un ordinateur. „Mauvaise pioche, hélas“.

„Scoops“ tout cuits. Un troisième confirme: „Nous avons déjà eu recours aux services d'une société privée d'intelligence économique pour un dossier particulièrement difficile. Cela nous a permis d'obtenir rapidement des informations auxquelles nous n'aurions pas eu accès autrement“.

Entre grandes entreprises et ONG, le conflit s'est bien transposé sur le terrain de l'IE, y compris en Suisse. Et il restera sur ce terrain, mal délimité et périlleux, tant que l'Etat ne garantira pas plus de transparence au sujet des activités de „nos“ multinationales – et tant que les médias se précipiteront sur des „scoops“ tout cuits, mitonnés par des „agents d'influence“ évoluant hors de la rédaction.

Gilles Labarthe est journaliste et formateur.

L'enterrement pur et simple d'un espoir

La situation du tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, accablé de critiques, souligne la complexité des relations entre liberté d'expression et justice. Par André Loersch

Elle persiste et signe. Florence Hartmann, ancienne correspondante du „Monde” dans les Balkans, et ancienne porte-parole de la procureure suisse Carla del Ponte au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) entre 2000 et 2006, a été condamnée en 2011 par son ancien employeur pour „outrage à la cour”. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à critiquer ouvertement le tribunal, comme par exemple en décembre dernier, en publiant deux articles dans les hebdomadaires de Sarajevo „Dani” et „Slobodna Bosna”.

Dans ces textes, elle revient, notamment, sur l'acquittement controversé, en novembre 2012, de deux officiers croates, Ante Gotovina et Mladen Markac. Ceux-ci avaient précédemment été condamnés à 24 et 18 ans de prison pour des actes commis en 1995 lors de la reconquête d'une région tenue par les séparatistes serbes depuis 3 ans. L'annulation spectaculaire de condamnations aussi lourdes avait provoqué de vives réactions, pas seulement en Serbie, où les commentateurs évoquaient une décision „politique”, mais également parmi les observateurs internationaux.

„Au-dessus de la loi”. Revenant, dans ses articles dans la presse bosniaque, sur le statut du TPIY, qui n'est lui-même soumis à aucune instance juridique supérieure, Florence Hartmann souligne la tendance de „certains juges” à se placer, ni plus, ni moins, „au-dessus de la loi”. Selon la journaliste française, le TPIY aurait par ailleurs failli à la mission qu'il s'était lui-même attribuée: celle, outre de contribuer à la paix dans l'ex-

Yougoslavie, de pouvoir „écrire une esquisse de l'histoire de la région”.

Pour Florence Hartmann, par ses récentes décisions, le TPIY aurait au contraire démontré qu'il n'entendait qu'„imposer” une version „épurée et politiquement correcte de la récente histoire sanglante de cette région”. „Le tribunal n'a pour l'instant pas réagi”, soulignait, en souriant, Florence Hartmann en décembre dernier, de passage à Genève. „Peut-être sont-ils en train de traduire les articles du serbo-croate en anglais pour prendre une décision.”

Si une nouvelle plainte du TPIY contre la journaliste française apparaît peu probable, les critiques que suscite depuis un certain temps le tribunal de La Haye soulignent la complexité de l'articulation délicate entre deux principes essentiels des Etats de droit: la liberté d'expression et des médias, d'un côté, la nécessaire estime que la justice doit bénéficier de la part du public pour remplir sa fonction d'une manière impartiale, de l'autre.

Pour prendre leur décision sereinement, les juges ne sauraient être soumis à une pression disproportionnée de la part du public ou des médias. Pour remplir sa mission, la justice doit bénéficier de la confiance du public, qui doit être convaincu de sa compétence et de son impartialité. C'est autour de ces concepts essentiels que s'articule la jurisprudence internationale en matière de liberté des médias et couverture de la justice, procédant, de cas en cas, à une pesée d'intérêt entre ces deux principes.

C'est selon cette logique que la Convention européenne des droits de l'homme compte, parmi les motifs légitimes de limitation du principe général de

liberté d'expression, la nécessité de „garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire” (art. 10 de la Convention).

La jurisprudence de la Cour européenne de Strasbourg compte plusieurs illustrations de possibles restrictions de la liberté des médias, dans le but, par exemple, de garantir le droit à „un procès équitable”. Les cas de Florence Hartmann et du TPIY apparaissent toutefois hors normes. D'abord parce que la condamnation de Florence Hartmann, du fait que le TPIY ne soit soumis à aucune autre instance que lui-même, ne fera pas l'objet d'une jurisprudence de la part de la Cour européenne des droits de l'homme. Ensuite, parce que le flot de critiques qui désormais s'abat sur le TPIY remet en question, en même temps que son impartialité et sa compétence, jusqu'à son utilité.

Et ces critiques n'émanent désormais plus des seuls pays protagonistes des guerres balkaniques des années nonante. En l'absence d'instances normatives, c'est purement et simplement l'enterrement d'un espoir de réconciliation basé sur la justice que l'on peut d'ores et déjà annoncer.

Les critiques de la procureure. „Ce n'est pas la justice, c'est un déni d'un immense crime.” Cette appréciation, émise après l'acquittement des deux généraux croates à La Haye dans la presse de Serbie, n'émane pas d'un nationaliste extrémiste. C'est en effet l'ancienne procureure du TPIY elle-même, Carla del Ponte, qui émettait ce jugement sans appel dans une interview accordée au quotidien „Blic” de Belgrade, en novembre dernier. Ce n'était pas



Florence Hartmann: „Certains juges se placent-ils au-dessus de la loi?”

Photo Keystone

la première fois que celle-ci émettait publiquement des critiques de l'instance au sein de laquelle elle avait œuvré une dizaine d'années, sans que celle-ci n'estime nécessaire, jusqu'à aujourd'hui, de s'en prendre à elle pour „outrage à la cour”.

„Comment ne pas être atterré par les derniers jugements du TPIY?” se demandait dans le „Monde” du 14 décembre dernier Pierre Hazan. „La stupéfaction le dispute à la consternation”, soulignait ce spécialiste de la justice internationale, tout en rappelant que deux juges de la cour d'appel du TPIY minorisés ne s'étaient eux-mêmes pas privés de critiquer l'acquittement des deux officiers croates voté par la majorité de leurs collègues.

Pour Pierre Hazan, le TPIY, par ses récentes décisions, aura complètement manqué sa cible. Plutôt que de contribuer à écrire une histoire favorisant une réconciliation, ses récentes décisions auraient plutôt pour effet de conforter „Croates, Serbes, Albanais et Bosniaques dans leur nationalisme exclusif, voire dans le négationnisme des crimes commis par leurs propres camps”.

De leur côté, médias et journalistes, très prompts à tirer à vue sur le TPIY, sont beaucoup plus silencieux quant à leur propre capacité à remplir l'une de leur mission traditionnelle, celle de l'écriture de l'histoire au quotidien. Dans le cas des Balkans d'après-guerre, celle-ci apparaît presque mission impossible. Au total, ce sont des dizaines de milliers de pages que le TPIY a déjà produit concernant les plus de 150 inculpés par La Haye.

Sur le terrain, la situation reste fragmentée, les révélations sur la période de guerre sont régulières dans la presse locale, offrant de nouveaux éclairages difficiles à vérifier. Quels médias disposent de la capacité à court terme de digérer cette somme d'information, de la compiler, de l'analyser? Seul le temps, et un véritable travail d'historien permettra à l'avenir de replacer le travail du TPIY dans sa vraie dimension.

André Loersch est journaliste indépendant.

Publicité

Vous avez un but. Nous indiquons le chemin.

bachmann medien ag basel

www.bachmannmedien.ch

Des services très utiles sur les mobiles

Le téléphone mobile, possédé par toujours plus d'Africains, est la source de bien des apports positifs en Afrique de l'Est. Par Arnaud Bébien

En Ouganda, Geoffrey Lutwama a lancé en 2010 avec quatre compères l'application Saving Tomorrow, avec l'objectif de réduire la mortalité infantile dans son pays (à 62,5 pour 1000 naissances en 2011). „Il a souvent manqué un lien entre une mère et un médecin quand un jeune enfant meurt. Un simple conseil aurait même évité les complications”, explique-t-il pour justifier son initiative.

Saving Tomorrow enregistre le profil de chaque mère avec son enfant, afin de planifier les rendez-vous avec un médecin dans un hôpital proche du domicile. „L'avantage,

c'est de pouvoir rappeler à la mère, deux jours avant, la date de son rendez-vous avec un SMS”, appuie-t-il, tout en rappelant que ces oublis répétitifs sont régulièrement responsables des décès des enfants.

Réduire la mortalité. „Si le système se développe à l'échelle du pays, il est possible de réduire considérablement la mortalité infantile”, espère-t-il, misant sur le partage des informations, prodiguées par les médecins par SMS, au sein de la population. Les mères ayant des enfants du même âge sont en effet encouragées à s'échanger les messages. Les médecins, eux, peuvent commu-

niquer rapidement et en nombre des conseils aux parents dont les enfants souffrent des mêmes pathologies.

En Tanzanie, l'application Usizame a été lancée pour lutter contre le naufrage des ferries (qui relient le continent africain à l'archipel semi-autonome de Zanzibar dans l'océan Indien). Deux d'entre eux ont en effet sombré tragiquement en 2011 et 2012. L'application Usizame est d'ailleurs née seulement quelques jours après le dramatique accident de juillet 2012 (145 morts et disparus). Avec l'objectif affiché d'éviter de nouveaux naufrages. D'où le nom de cette innovation qui signifie „ne pas se noyer” en kiswahili, la langue nationale tanzanienne.

„Chaque passager peut s'enregistrer gratuitement par SMS, disent les initiateurs d'Usizame. En retour, des informations sur la météo lui sont envoyées. De notre côté, dès le moindre incident en mer, nous informons les autorités et les médias. Cela peut faire gagner un temps considérable aux secours, notamment pour la localisation exacte de l'accident.”

Météo. Au Rwanda, Esther Kunda a lancé l'application Sarura afin de procurer aux agriculteurs du pays des informations utiles par SMS. „Le changement climatique affecte toujours plus de familles d'agriculteurs”, analyse Esther Kunda pour justifier le lancement de Sarura.

En même temps que les derniers bulletins météo transmis par l'autorité météorologique du pays, Sarura – via le ministère rwandais de l'Agriculture – donne des conseils sur les techniques agricoles les plus adaptées aux conditions du moment, afin de garantir la quantité et la qualité de la production. Les agriculteurs doivent donc s'enregistrer (service payant) afin de se localiser et de donner la nature de leur production aux experts agricoles qui les conseillent.

Arnaud Bébien est journaliste indépendant.



Photo DR

Le SMS permet de gagner un temps considérable en cas de pépin.

WRS, personnel guère rassuré

Au printemps 2012, la SSR avait voulu abandonner ou vendre sa radio anglophone World Radio Switzerland (WRS). Face au flot de protestations, la décision avait été reportée, elle n'est tombée qu'en décembre dernier: La radio sera vendue. Deux repreneurs potentiels sont en lice: Philippe Mottaz, l'actuel directeur, avec son projet d'une fondation à but non lucratif, qui aimerait obtenir une concession, et la société Anglo Media SA, qui désire acquérir la radio avec ou sans concession.

Les deux projets, comme le fait savoir la SSR, auraient été jugés d'excellente qualité dans la perspective de pouvoir assurer la mission de WRS à long terme. La SSR promet d'ailleurs de donner des garanties concernant la mission et le maintien de la majorité des postes de travail. Mais les employés de la radio ne sont pas rassurés pour autant. Ils préféreraient le projet de Philippe Mottaz, qui veut garder le contenu actuel et une radio avec une rédaction substantielle. Ce projet d'une fondation leur semble plus à même de garantir le profil actuel de WRS (déclarée „Radio of the year 2012”), même s'ils nourrissent quelques doutes par rapport à sa viabilité économique. Par contre, en cas d'une reprise et privatisation pure par le prétendant Anglo Média, il pourrait y avoir beaucoup de départs parmi les employés.

Le Syndicat SSM a entamé fin janvier des discussions avec la SSR, désirant élaborer un plan social le plus rapidement possible. Après tant de mois d'incertitude, plusieurs personnes seraient déjà sur le départ. WRS devrait être transférée au repreneur retenu dans le courant de l'année 2014. *HB*

Par Médiateur

L'ennemi. „L'ennemi numéro un du journalisme n'est pas l'internet mais bien les journalistes eux-mêmes.” Ce jugement peu gratifiant pour une profession qui alimente encore son fonds de commerce, c'est Michael Ringier qui le profère dans le magazine d'entreprise du groupe Ringier, „Domo”. Le magnat zurichois s'en prend à un article paru dans la version dominicale du concurrent zurichois NZZ. Lequel égratigne les liaisons dangereuses qu'entretiendraient l'éditorialiste vedette de Ringier, Frank A. Meyer, et l'étoile montante de la politique allemande, par ailleurs grand adversaire du secret bancaire helvétique, Peer Steinbrück. Et si l'ennemi numéro un des éditeurs n'était pas l'internet, non plus, mais les éditeurs eux-mêmes?

Confiance. „Il est toujours plus important de s'informer, d'en savoir plus, de comprendre les diverses facettes d'une question à notre époque mouvementée. Pour vous, des journalistes compétents éclairent l'actualité dans les quotidiens et les magazines suisses et vous livrent une analyse de fond. Cette information est mise en perspective par des rédactions auxquelles vous pouvez faire confiance.” C'est signé „Médias Suisses” dans une publicité qui s'adresse au lecteur lambda puisqu'elle remplit une page de votre quotidien préféré. Un léopard tenant dans sa gueule un journal ainsi que deux hippopotames illustrent la pensée profonde des éditeurs suisses. Bravo. On n'attend que le moment où ces derniers passeront de la parole aux actes en donnant aux rédactions les moyens nécessaires pour assurer cette fameuse qualité.

Douche. La Poste est revenue à de meilleures intentions en ce qui concerne l'„Echo Magazine”. Après l'en avoir privé en 2011, elle rétrocède l'aide à la presse à l'hebdomadaire catholique. Mais ce dernier ne quitte pas pour autant le régime de la douche écossaise. Il n'a pas eu le temps de dire merci à la régie qu'un nouveau coup vient le frapper, d'autant plus douloureux qu'il émane d'un partenaire susceptible de partager un certain nombre de valeurs avec lui. „La Liberté” renonce au supplément TV élaboré par l'éditeur de l'„Echo Magazine” pour choisir celui de Tamedia. Commentaire fataliste du rédacteur en chef Patrice Favre: „C'est la vie.”

Imagination. Bulletin de la Fondation Hirondelle, „Quoi de neuf” décrit comment des radios privées et communautaires en Afrique se débrouillent pour engranger des revenus. Le moins que l'on puisse dire est que l'imagination est au rendez-vous. „Parfois même cela va jusqu'à ouvrir un petit restaurant ou un bar à côté de la radio. Il y en a aussi qui font de l'élevage ou de l'agriculture pour gagner de l'argent et faire fonctionner leur radio.” De quoi donner des idées aux médias suisses, au train où vont les choses?

Mainmise. La mainmise du groupe de Philippe Hersant sur le „Nouveliste” se renforce. Patrik Chabbey en tant que directeur général et éditeur du quotidien valaisan a été évincé sur-le-champ par son conseil d'administration. Il est remplacé par Stéphane Estival, directeur général du groupe ESH Médias, l'antenne suisse de Hersant, actionnaire majoritaire du „Nouveliste”. Stéphane Estival fait partie de la garde rapprochée de Hersant au même titre que Jacques Richard, administrateur délégué du groupe, les deux étant arrivés en Suisse dans les bagages du magnat de la presse français. Selon les rumeurs, le seul reproche fait à Chabbey, homme ouvert et partisan d'un „Nouveliste” indépendant, aurait été sa non-inféodation aux chrétiens-démocrates de droite et à l'UDC.



Michael Ringier (en haut) s'en prend à la NZZ
Patrice Favre:
„C'est la vie!”
Patrik Chabbey:
Trop indépendant?



Photos Keystone/DR



Photo Julian Leek

... Cap Canaveral – Le célèbre port de l'espace américain a serré la vis des accréditations.

Par Roland Keller

Quoi ? Vous venez voir décoller une fusée ? Mais, il n'y en a plus ! C'est vrai, après la dernière mission habitée de la navette spatiale américaine Atlantis en juillet 2011, les Américains n'ont plus d'engins spatiaux habités à envoyer en l'air.

A part les satellites civils ou militaires (télécommunication, télévision, géolocalisation, ressources terrestres, astronomiques, etc.), la célèbre administration spatiale américaine (NASA) fait vache maigre. En Floride, Cap Canaveral (à l'est d'Orlando) reste néanmoins un port de l'espace encore très prisé des touristes. Côté Atlantique, ce site, baptisé il fut un temps Cap Kennedy (de 1963 à 1973), a fait la gloire des programmes spatiaux habités (Mercury, Gemini, Apollo, Skylab, navettes).

Il fait bon s'y rendre, non seulement en raison de la topographie et du climat, mais aussi parce que là, au bout des lagunes et à des dizaines de kilomètres à vol d'oiseau, le décollage des fusées y est visible dans la

totalité de la voûte céleste, de jour comme de nuit. Cela change de nos montagnes. Cette sensation de grandeur et d'espace me laisse pantois et m'émerveille à chaque fois.

Me voilà donc pour la treizième fois à la douane de Miami. En ce mois de mai 2012, la fusée privée Falcon (SpaceX), avec Dragon, sa capsule habitable, mais vide, est parée au lancement. „Ah (soupirs), c'est quand même dommage qu'on ait abandonné les vols habités. Ma foi, tant pis ! Je vous laisse passer, bienvenue aux Etats-Unis !” s'exclame le contrôleur, un brin nostalgique, mais toutefois fier qu'un petit

„Tu ne peux pas aller tout près de la fusée car tu es un étranger.”

Suisse vienne réaliser un reportage dans un si grand pays pour un événement aussi banal.

Du fax aux escortes. Autrefois, lors du tout premier vol de la navette spatiale américaine, en avril 1981, l'opération journalistique était facilement amortie. J'ai pu me rendre à Cap Canaveral avec une simple confirmation d'accréditation écrite de la part du quotidien jurassien le „Démocrate” (devenu le „Quotidien jurassien”). Le journal de l'époque n'avait certes pas les moyens de financer mon voyage, mais les quelques papiers rédigés sur place m'ont permis d'amortir un peu mes frais.

En janvier 1986 (à l'ère du fax), alors que les glaçons pendaient sous ses réservoirs et les Floridiens grelotaient, la navette Challenger a filé sous mes yeux, mais a fini par exploser en pleine ascension, laissant des traces célestes comparables à un pavé lancé dans une mare.

Cruel destin que la mort de ces sept astronautes et ironie du sort de mon trip-

navette, qui, pour la première fois, est devenu rentable.

En décembre 1999, lors du lancement de la navette occupée entre autres par l'astronaute suisse Claude Nicollier, l'engouement dans la presse suisse fut tel qu'il m'a été aisé d'amortir mon voyage avec des envois de textes à plusieurs quotidiens romands.

Vivre un lancement „in situ” au cœur du port de l'espace – à 5 kilomètres des pas de tir, le plus près possible (jouxtant le public VIP) – est un privilège pour les journalistes. Malheureusement, une année après les attentats du 11 septembre, la NASA a serré la vis pour l'obtention des accréditations sur site. Au début, nous étions escortés par un bus officiel et fouillés de fond en comble (sacs à dos, appareils-photos et même sous la voiture... officielle). Récemment, déclin oblige, la fouille a été abolie.

Visa, badges et amortissement. Pour assister à un décollage, c'est chaque fois la même procédure administrative ennuyeuse. Il faut commencer par l'obtention d'un visa Média (type I) auprès de l'Ambassade américaine à Berne, qui est généralement accordé pour quelques années. Ensuite, c'est au tour de la procédure classique, qu'il faut recommencer à chaque fois.

D'abord, six semaines avant un lancement, il faut s'inscrire électroniquement (dans le délai imparti) sur le site officiel de

la NASA. Le premier e-mail de confirmation reçu permet de se présenter, une fois sur place, au premier office des badges, proche du célèbre centre des visiteurs du Kennedy Space Center (KSC).

Pour SpaceX, me voilà donc comme à l'accoutumée dans la salle d'attente (avec un ticket, comme à la poste). „Ah, Roland, vous êtes revenu de Suisse, contente de vous revoir !” me reconnaît la fonctionnaire disciplinée du jour. Flanqué de ce premier insigne – vert – élaboré pour les journalistes étrangers uniquement, je m'installe dans ma Dodge, roule allègrement jusqu'au deuxième poste de contrôle, le petit bâtiment de la route 3.

Là, même procédure, sauf que c'est un badge blanc qui est délivré, à l'effigie de la mission spatiale en question. La voiture d'escorte vient me chercher. On passe le troisième poste de contrôle, la douane du KSC, où l'on n'a pas intérêt à se cacher à l'arrière du véhicule. „Mais qu'est-ce vous trouvez de si fantastique à venir voir décoller cette fusée, surtout pour un Suisse ? C'est plutôt banal”, me fait remarquer le chauffeur, un bénévole à la retraite.

Je me tais. Envoyé en mission, mon collègue journaliste japonais argumente qu'il n'a pas le choix. Le chauffeur me demande ensuite quelle est ma mission. „Couvrir le lancement de la fusée privée américaine pour les médias suisses”, fut ma réponse. Mais en réalité, je me contente d'alimenter mon blog en français et en allemand de nouvelles fraîches, histoire de marquer le coup – et c'est déjà pas mal !

Pas un denier ne proviendra donc de l'Helvétie pour mes écrits spatiaux. Mais pour rendre cette aventure possible, je dois transférer mon bureau dans mon notebook pour monter le mensuel technique „Swiss Engineering” depuis les USA. Ce job de rédacteur responsable est mon fonds de commerce. Il m'offre aussi l'opportunité d'être accrédité et de parler de sujets spatiaux de long en large.

Ouah, ouah, ouah. Clic-clac ! Après un bon quart d'heure de route, le bus s'arrête devant le gros bâtiment d'assemblage des fusées (VAB), où est implanté le centre de presse final. Je débarque à la réception où la responsable me reconnaît, elle aussi : „Roland, tu ne peux pas aller tout près de la fusée, car tu es un étranger. C'est une ques-

tion de sécurité !” Frustré mais sage, j'acquiesce et... même avec du chocolat, rien n'y fait ! Falcon décolle en ce 22 mai et je suis quand même aux premières loges.

En septembre dernier, j'ai pu voir (moi, l'étranger) une fusée Atlas V décoller sur le toit du VAB. Déjà un privilège. Puis un autre : je suis monté sur la nouvelle tour de lancement (à 120 mètres de haut !) des futures fusées habitées, alors en construction. Cette fois, on m'a même laissé m'approcher (à 100 mètres) d'Atlas.

„Ouah, ouah ! Ouah, ouaah !” Mais qu'arrive-t-il à mon collègue photographe Julian Leek, qui vocifère comme un chien sur son trépied ? Je m'inquiète, m'approche de lui et constate qu'il règle un câble. Evidemment, c'est le micro-déclencheur „clic-clac” de son appareil-photo.

J'y pense, maintenant je comprends pourquoi on ne m'a pas laissé côtoyer les journalistes américains : j'aurais pu installer un détonateur ! Mon collègue Leek me demande si j'ai réussi à obtenir une accréditation pour les prochains vols.

Même pas blasé, l'appel du large et les privilèges me donnent malgré tout envie de retourner au pays des fusées. Ben oui, je reviens prochainement pour un autre lancement de SpaceX. Promis, je n'oublierai pas le chocolat et les accolades à l'américaine...

Bons baisers de Cap Canaveral.



Roland Keller, né en 1956 à Delémont, est journaliste indépendant. Dans le cadre de son mandat en tant que rédacteur responsable du mensuel technique Swiss Engineering RTS (Revue Technique Suisse), il assiste régu-

lièrement à des lancements de fusées „in situ”, depuis Cap Canaveral. En trente ans, il a couvert une quinzaine de décollages (dont trois l'an dernier) en devenant l'un des rares journalistes suisses et européens à fréquenter régulièrement les lieux. Reporter de terrain et, entre autres, rédacteur web du site Internet de l'Agence spatiale européenne (ESA) pour les actualités suisses, il privilégie la plume et le coup d'œil avec un zeste de mouvement (vidéos). <http://www.rkeusa.com>

Ils brisent le mur de la propagande

Pour la première fois au Vietnam, des jeunes journalistes ont revisité l'histoire de leur pays en publiant les souvenirs des vétérans de Dien Bien Phu.

Par Carole Vann/InfoSud

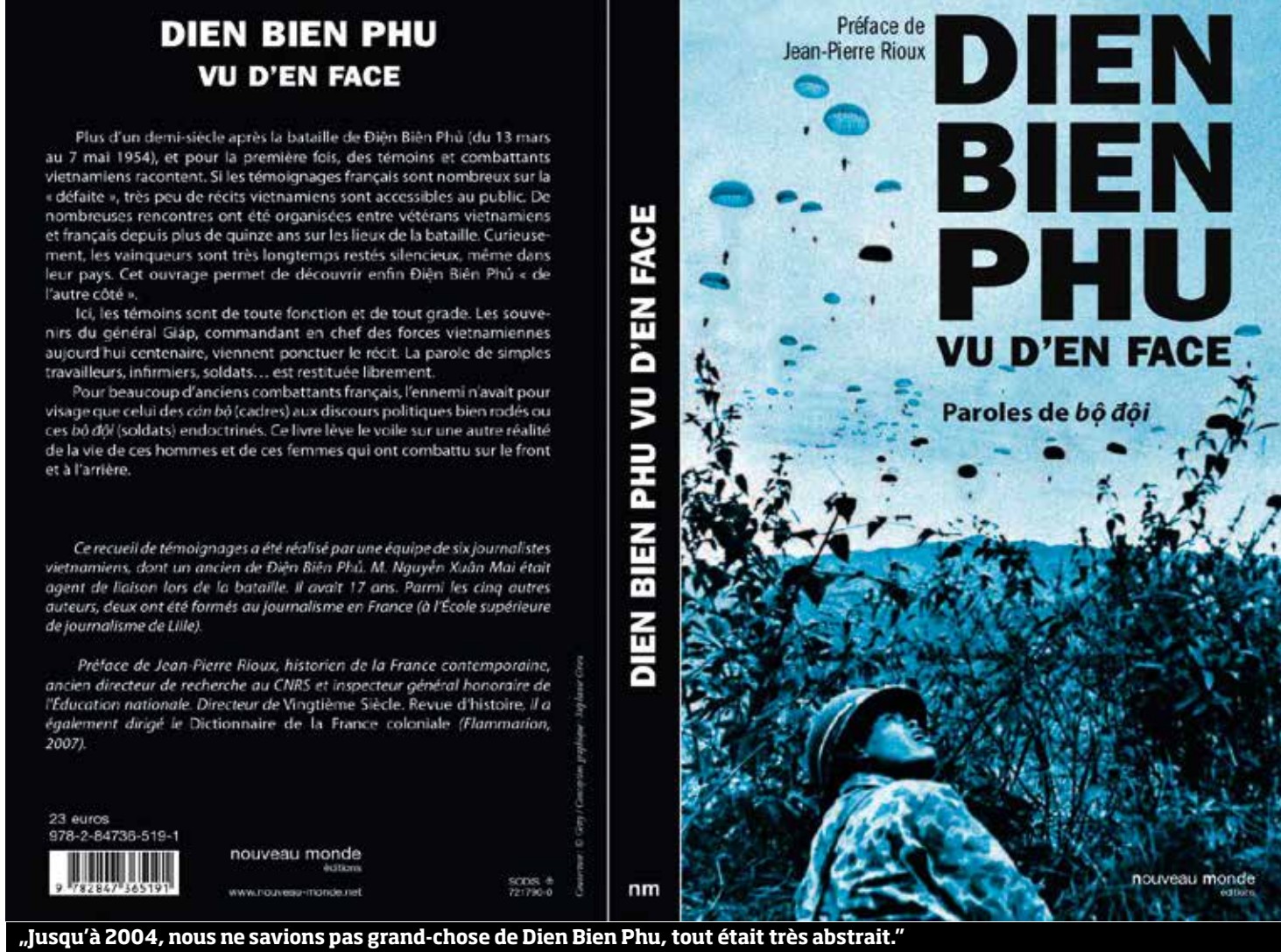
Dien Bien Phu, printemps 1954: côté français, 16 000 hommes sont parachutés. Côté vietnamien, 55 000 bôdoi (combattants vietminh), 260 000 civils, pieds nus, et 21 000 bicyclettes les attendent. Après 55 jours de terribles combats, la France essuie, le 7 mai, une défaite décisive. Or, si de nombreux témoignages français ont évoqué cette bataille mythique, les récits vietnamiens ont été soigneusement moulés dans une version officielle qui a fait l'impasse sur les individus.

Face à ces „trous de mémoire”, six journalistes vietnamiens se sont lancés, un demi-siècle plus tard, dans une enquête auprès des derniers témoins de cette page historique. Entre 2007 et 2009, ils ont recueilli les récits de 250 vétérans pour en faire un recueil inédit, *Dien Bien Phu vu d'en face**; la traduction française existe depuis un an.

Les combattants de l'ombre. Transporteurs de riz ou de munitions, artistes envoyés au front pour remonter le moral des troupes, journalistes, médecins, infirmiers, femmes et hommes, étaient aux côtés des bôdoi. Le livre raconte leurs peurs, leurs amours, leurs rêves, toutes ces pensées intimes qui les traversaient quand les explosions se déchaînaient, dans la terrible cuvette de Dien Bien Phu.

Au fil des pages, le mythe de „La Victoire finale des héros au patriotisme infaillible” s'efface derrière une mosaïque d'évocations simples de ces combattants de l'ombre. Ainsi, cette toute jeune infirmière pétrifiée de honte, parce qu'un soldat blessé lui demandait de l'aider à uriner. Ou ce citoyen, „petit bourgeois” pour ses compagnons d'armes paysans. Ces derniers, irrités par sa maladresse, acceptaient de faire les tâches manuelles à sa place. En échange, le „petit bourgeois” leur racontait „Les Misérables” de Victor Hugo.

„Le déclic qui a bouleversé notre regard”. „Jusqu'à 2004, nous ne savions pas grand-chose de Dien Bien Phu, tout était très abstrait”, raconte Dang Duc Tuê, l'un des co-auteurs avec Dao Thanh Huyen qui renchérit: „Nous avons hérité passivement de cette mémoire collective, écrite dans les manuels: les Français et les Américains étaient les méchants envahisseurs, et nous, nous avions gagné toutes les guerres. Mais du pourquoi et du comment, nous n'en savions rien.”



„Jusqu'à 2004, nous ne savions pas grand-chose de Dien Bien Phu, tout était très abstrait.”

En 2004, les deux journalistes dispensent une formation à Dien Bien Phu. Parmi leurs stagiaires, Oncle Mai (Bac Mai), à l'époque tout jeune agent de liaison, leur confie „ses” souvenirs de la bataille. „Il a été le déclic qui a bouleversé notre regard, confie Tuê. A travers ses récits, des hommes et des femmes liés à cette guerre se sont mis à exister.”

Guidés par Bac Mai, devenu aussi co-auteur du recueil, les deux journalistes vont de surprise en surprise: le drapeau vietminh planté le 7 mai 1954 sur le bunker français, le symbole incontesté de la victoire vietminh et des pays opprimés contre le colonisateur, n'est en fait qu'une reconstitution.

Comment les autorités fabriquent les héros. De son côté, l'historienne espagnole Mari Carmen Rodriguez constate: „Le livre décrypte bien comment les autorités fabriquent les héros.” Comme lorsque ce soldat raconte: „J'étais parmi les plus pauvres, et des gens de ma famille avaient été tués par des Français en 1949. C'est peut-être pour ces deux raisons que j'ai eu le titre de „héros”, alors que nous étions nombreux à œuvrer dans le tunnel...”

En ce début de 21^e siècle, le Vietnam osera-t-il enfin se délester de sa grande Histoire au profit des petites histoires de son peuple? C'est en tout cas ce qu'espèrent les auteurs du recueil.

* DIEN BIEN PHU vu d'en face, Paroles de bộ đội, Nouveau Monde, 2010

Carole Vann dirige l'agence InfoSud à Genève.

Un conseil de surveillance en Suisse?

Mandaté par la Confédération, l'auteur de ces lignes a réalisé en 2012 une étude sur l'harmonisation de la formation des journalistes en Suisse. En voici les recommandations finales, telles qu'elles sont contenues dans son rapport.

Par Christian Campiche

Réalisée en 2008 par impression, une première étude relative à l'harmonisation de la formation était arrivée à la conclusion que la mise sur pied en Suisse d'un brevet fédéral ou diplôme national unique privé n'était pas souhaitée. En revanche les acteurs de la branche appelaient de leurs vœux une harmonisation sur la base de standards obligatoires de formation.

Une telle harmonisation est déjà la réalité au centre de formation MAZ de Lucerne, que l'on peut considérer comme le premier de Suisse de par le nombre de ses étudiants, la qualité de son enseignement et sa réputation internationale. Le MAZ a intégré dans ses programmes les standards de l'Association européenne de formation au journalisme (AEFJ), un réseau basé à Maastricht. Sa directrice a participé à l'élaboration des „Dix commandements” de Tartu, déclaration éthique dont se réclament une trentaine de centres de formation en Europe.

Bonne réputation. En l'état se pose la question de savoir si les standards AEFJ pourraient mettre tout le monde d'accord au niveau de l'harmonisation en Suisse. Le deuxième réseau européen, Théophraste,

CHRONIQUE

1945: proclamation de l'indépendance du Vietnam (colonie française) par le président Ho Chi Minh

1946: la France déclenche la guerre d'Indochine

20 nov. à 7 déc. 1953: les Français parachutent leurs troupes à Dien Bien Phu (opération Castor)

13 mars 1954: première attaque vietminh contre le camp retranché de Dien Bien Phu

fin avril 1954: début des négociations de Genève entre Vietnamiens et Français

7 mai 1954: la victoire vietnamienne à Dien Bien Phu change le rapport de forces sur la table des négociations à Genève

fin juillet 1954 : signature des accords de Genève. Le Vietnam est séparé en deux zones de part et d'autre du 17^e parallèle.

Selon les chiffres publiés par l'Institut d'histoire militaire du Vietnam (seules sources officielles du pays), les pertes vietnamiennes s'élèvent à „4020 sacrifiés, 792 disparus et 9118 blessés”. Les sources françaises parlent de 20 000 à 30 000 morts et disparus, ainsi que plus de 15 000 blessés. Côté français, selon la Commission d'enquête française sur Dien Bien Phu, le nombre des victimes s'élève à 3420 tués ou disparus, 2300 blessés, 1100 déserteurs. Sur les 11 721 prisonniers français, seuls 3290 ont été rendus à la France après les accords de Genève.

semble avoir les faveurs de centres de formation romands tels que le CRFJ.

Mais Théophraste souffre d'un handicap de taille par rapport à l'AEFJ: sa proximité de l'Etat français. En outre, le réseau de ses membres est nettement orienté vers le tiers-monde francophone, ce qui limite son rayonnement. Par ailleurs Théophraste doit encore prouver qu'il est aussi exigeant que son „concurrent” européen dans l'octroi du poinçon attestant de la qualité des programmes d'un institut de formation. On peut relever enfin que Théophraste n'a pas le monopole des centres de formation francophones puisque quatre écoles parisiennes et deux wallonnes sont membres de l'AEFJ.

Les principes et le mode de fonctionnement du réseau européen AEFJ devraient donc constituer la référence de tout centre de formation qui se respecte. Une reconnaissance de plusieurs centres de formation helvétiques serait vraisemblablement facilitée par le fait que l'enseignement en Suisse jouit d'une bonne réputation dans le monde. On peut imaginer que des experts européens débarquant à Zurich, Genève ou Lausanne ne s'y trouveraient pas trop dépaysés. Les centres helvétiques devraient sans doute consentir certaines adaptations de leurs programmes aux critères européens mais ils pourront toujours se référer à l'expérience du MAZ, pionnier en la matière.

Label de qualité. Moyennant des investissements plus ou moins importants, les centres de formation helvétiques pourraient ainsi se doter d'un label de qualité suffisant, apte à justifier l'octroi du passeport de journaliste aux candidats qui ont étudié sur leurs bancs.

Reste à convaincre les rédactions de l'utilité d'un poinçon de l'AEFJ. Ainsi qu'il ressort des réponses à notre questionnaire, les rédactions en chef ne semblent pas avoir pris conscience de cet enjeu. Elles fonctionnent selon un schéma qui a fait ses preuves pendant quelques décennies, sans grands dégâts, il faut le dire.

En moyenne, les journalistes suisses ne sont probablement pas plus mauvais que leurs consœurs ou confrères européens. Il faut dire aussi que pendant longtemps, les établissements formant les journalistes pouvaient se compter sur les doigts d'une main. Les rédactions en chef

n'avaient pas de motifs de se défier de l'enseignement de maisons par lesquelles ils étaient passés eux-mêmes au début de leur carrière.

La situation a changé avec l'explosion des centres de formation de journalistes. Une enquête menée par l'auteur de cette étude en 2009 et publiée dans „EDITO” a recensé une vingtaine d'établissements se disputant la formation des journalistes en Suisse. „Sur fond de crise, mais à fleuret moucheté, ces instituts se livrent une guerre fratricide qui pourrait en laisser plus d'un sur le carreau”, écrivions-nous à l'époque.

Il n'est pas certain toutefois que les gagnants soient les maisons les mieux dotées en programmes conformes aux „Dix commandements” de la profession. De nouveaux venus s'installent sur le „marché” de la formation, pour qui la Charte de Munich et la Déclaration de Tartu sont parfaitement étrangers. Le danger est donc de voir proliférer des enseignes mues d'abord par le souci d'engranger de l'argent, dans la mesure où les cours se monnaient cher. Le risque existe aussi de pousser le candidat à confondre journalisme et communication ou journalisme et publicité. Or, l'une des missions premières du journaliste est son indépendance et son sens critique dans la manière d'amener l'information à l'auditeur, au téléspectateur ou au lecteur. Ce rôle citoyen est indissociable de la place du journaliste dans la société démocratique.

Une sorte de comité des sages. Une prise de conscience paraît donc nécessaire au sein des rédactions afin qu'elles comprennent que la formation des journalistes mériterait un meilleur encadrement. Les organisations professionnelles de journalistes pourraient-elles se charger de cette tâche? Sans doute. Il serait en tout cas dommage qu'elles la délèguent aux éditeurs dont certains, pas si aveugles que cela, appellent de leurs vœux une meilleure réglementation du cursus, à l'instar de l'ancien directeur du groupe Saint-Paul (la „Liberté”), Albert Noth, interrogé dans le cadre du dossier d'„EDITO” susmentionné. A la question „Les journalistes sont-ils mal formés?”, il répondait: „Je ne serais pas aussi catégorique mais les choses sont à revoir”.

En conclusion, la grande question est de savoir comment pourrait s'effectuer

cette révision de la pratique dans le sens d'une harmonisation de la formation des journalistes et son adaptation aux standards de l'AEFJ. Quels acteurs seraient impliqués? Il nous semble évident qu'il serait plus sain que l'impulsion vienne des journalistes eux-mêmes, par l'intermédiaire de leurs associations professionnelles. Ce premier pas franchi, il serait certainement opportun de mettre sur pied une commission regroupant les différents milieux qui, de près ou de loin, se spécialisent dans l'enseignement et la formation. Le but étant de parvenir à créer une sorte de comité de sages chargé de veiller, dans un premier temps, à la mise en place d'un poinçon de qualité et, dans un deuxième temps, d'assurer le contrôle.

Organisme paraétatique? Quelle forme pourrait revêtir une telle instance de surveillance nationale? Aux Etats-Unis, une autorité existe, The Accrediting Council on Education in Journalism and Mass Communications, ACEMJ. Placé sous le chapeau d'un organisme paraétatique qui pourrait être le pendant américain de la Conférence des Recteurs des Universités Suisses, il compte parmi ses membres des journalistes, des éditeurs, des annonceurs, des communicateurs et surtout des spécialistes de l'enseignement.

En Suisse, l'Organe d'accréditation et d'assurance qualité des hautes écoles suisses (OAQ) pourrait jouer un rôle. Basé à Berne et travaillant main dans la main avec le Secrétariat d'Etat pour l'éducation et la recherche, il a pour mandat d'assurer et de promouvoir la qualité de l'enseignement et de la recherche dans les hautes écoles universitaires de Suisse. „Dans son domaine spécifique de compétence et du point de vue opérationnel, lit-on sur le site de l'OAQ, il travaille en toute indépendance, en se basant sur les pratiques internationales et sur les résultats de la recherche. Il s'organise et s'administre lui-même dans les limites de ses statuts et dispose de son propre budget.”

Directeur de l'organisation professionnelle des journalistes impressum, Urs Thalman suggère le modèle du Conseil de fondation du Conseil suisse de la presse au sein duquel siègent les trois principales organisations professionnelles de journalistes de Suisse ainsi que les éditeurs.

„La presse française meurt de ne parler que de faits divers”

Consultant international, ancien journaliste économique, ex-trésorier d'un parti „divers gauche”, candidat à des élections européennes et législatives, Benjamin Dormann a enquêté pendant plus de deux ans sur la presse de l'Hexagone.
Propos recueillis par Christian Campiche

EDITO+KLARTEXT: Vous montrez dans ce livre comment une oligarchie financière qui se prétend de gauche a pris le pouvoir médiatique en France en utilisant des procédés ultracapitalistes. Dans ce système, on vire les journalistes sans état d'âme. Que traduit exactement cette évolution? Le pragmatisme d'une classe d'affairistes sans scrupule? La mainmise sur le 4^e pouvoir par ce que vous appelez le „5^e pouvoir”, d'opaques réseaux mondialisés?

Benjamin Dormann: Plutôt la première opinion. On a reproché à mon livre d'être complotiste. Il n'y a pas de complot mais la description de l'envahissement de la sphère publique par la cupidité, le goût du pouvoir, un comportement opportuniste au service d'intérêts personnels. Les nouveaux acteurs qui s'emparent des médias agissent tous selon le même schéma.

La qualité de l'information en pâtit?

Je le pense, oui. Faire de l'information est un métier et toute information a un coût. A force de raboter dans les effectifs des journalistes, on porte atteinte à la qualité. En France, le niveau de compétences baisse d'une manière générale.

En Suisse, où l'évolution n'est pas très différente, les propriétaires de journaux sont encore des professionnels de l'édition, du moins en apparence. Quel but poursuivent les affairistes qui contrôlent les médias en France?

Ces affairistes perdent de l'argent à répétition dans la presse, ce qui ne les empêche

pas d'imiter les mécènes. L'avantage qu'ils en tirent est un gain de respectabilité. Impliqués dans des trafics d'influence, ils gagnent la sympathie d'une partie de l'opinion publique mais surtout des journalistes dont ils sauvent les emplois. Dans ce schéma, la notion gauche-droite traditionnelle est dépassée. Les entrepreneurs de journaux jouent sur le tableau de l'opportunisme. Le résultat est que la presse perd de sa crédibilité.

Les „pure players”, les journaux en ligne, peuvent-ils sauver la presse?

Les expériences qui réussissent ne se comptent même pas sur les doigts d'une main. En France, il y a Slate, Arrêt sur image et Mediapart. Ce dernier a raison d'adopter le modèle de l'abonnement payant et de miser sur l'investigation. Mais ce titre demeure assez ambigu quant à ses méthodes. Après avoir bénéficié de l'aide étatique directe à la presse, il demande désormais la suppression de celle-ci, mais dans le même temps, il se bat pour bénéficier d'une aide indirecte fortement accrue, à travers une TVA réduite à 2,1 pour cent. C'est assez hypocrite. Tous ces journaux ont une mentalité de chapelle et se tirent dans les jambes, que je trouve dommage.

Bilderberg, Young Leaders, vous identifiez clairement le „5^e pouvoir” qui manipule la presse.

Des politiciens et certains responsables de journaux entretiennent un système de copinage. Le phénomène n'est certes pas nou-



Photo DR

Benjamin Dormann: „La notion gauche-droite est dépassée. Les nouveaux entrepreneurs de journaux jouent sur le tableau de l'opportunisme.”

veau mais il prend plus de place qu'auparavant. Les enjeux en termes de pouvoir sont réels. Le résultat se traduit de manière négative au niveau du contenu des journaux. La presse française meurt de ne parler que de faits divers. C'est une vraie question par rapport à la démocratie.

Benjamin Dormann: Ils ont acheté la presse. Editions Jean Picollec, 2013.



Die Schweizer Journalistinnen | giornalisti svizzeri
impressum Les journalistes suisses

Aux membres d'impressum – Les journalistes suisses

INVITATION A L'ASSEMBLEE DES DELEGUES
 DU VENDREDI 22 MARS 2013, A FRIBOURG,
 AU NH HOTEL, A 10H30

Thèmes :

- . Résiliation de la CCT en Suisse romande: nouvelles négociations
- . Travaux en cours concernant les recommandations impératives liées aux conditions de travail en Suisse alémanique et au Tessin

Tous les membres d'impressum sont cordialement invités. Seuls les membres actifs délégués par leur section ont le droit de vote. Prière d'annoncer votre participation à info@impressum.ch.

Le programme et l'ordre du jour sont disponibles dès le 20 février 2013 sur notre site www.impressum.ch.

Tous les membres de Suisse romande (même s'ils ne sont pas délégués) sont invités à venir nombreux afin de discuter des négociations liées à la CCT qui a été résiliée par les éditeurs pour 2014.

Photos: Tourisme Neuchâtelois, Felix Aeberli, Charly Rappo.

syndicom
 GEWERKSCHAFT MEDIEN UND KOMMUNIKATION
 SYNDICAT DES MÉDIAS ET DE LA COMMUNICATION
 SINDACATO DEI MEDIA E DELLA COMUNICAZIONE
 SINDICAT DA LAS MEDIAS E DA LA COMUNICAZIUN



Atelier du futur pour une nouvelle politique des médias, 2^e partie

Le premier atelier du futur, qui s'est tenu en juin 2012, donne des résultats préoccupants: concentration des médias et tendances à la monopolisation; suppression d'emplois et de compétences journalistiques; réduction de la diversité médiatique et, simultanément, développement d'offres aux contenus insipides; attentes démesurées de rendement chez les uns, pression sur les coûts chez les autres; convergence dont le but principal est de réaliser des économies. Dans ces conditions, les médias suisses répondent de moins en moins à leurs tâches démocratiques.

La prise de conscience prend forme: il faut de nouveaux modèles de soutien aux médias et au journalisme. Dans son papier de discussion de début 2013, le groupe de travail Médias du PS Suisse présente de nouvelles propositions. Des auteurs spécialistes en sciences des médias et journalistes sont invité.e.s à en discuter et à en débattre. Cette réunion s'inscrit dans le prolongement de la manifestation de l'année dernière.

Merci de réserver la date! La journée est publique, la participation gratuite. La manifestation est organisée par syndicom en collaboration avec le groupe de travail Médias du PS Suisse. D'autres informations suivront début mars sur: www.syndicom.ch.

Date: vendredi 19 avril 2013

**Durée: de 13h15 à 17 heures
 (puis apéritif)**

Lieu: Palais fédéral, Berne